

Population Change and Lifecourse Strategic Knowledge Cluster Discussion Paper Series/ Un Réseau stratégique de connaissances Changements de population et parcours de vie Document de travail

Volume 3 | Issue 2

Article 3

March 2015

Vivre et travailler plus longtemps dans une société vieillissante: Vers une croissance des inégalités?

Yves Carrière

Université de Montréal, yves.carriere@umontreal.ca

Jacques Légaré

Université de Montréal, jacques.legare@umontreal.ca

Mélanie Léger St-Cyr

Université de Montréal, melanie.legers@gmail.com

Chloé Ronteix

Université de Montréal

Viorela Diaconu

Université de Montréal, v.diaconu@umontreal.ca

Follow this and additional works at: <https://ir.lib.uwo.ca/pclc>

 Part of the [Demography, Population, and Ecology Commons](#), [Family, Life Course, and Society Commons](#), and the [Gerontology Commons](#)

Recommended Citation

Carrière, Yves; Légaré, Jacques; Léger St-Cyr, Mélanie; Ronteix, Chloé; and Diaconu, Viorela (2015) "Vivre et travailler plus longtemps dans une société vieillissante: Vers une croissance des inégalités?," *Population Change and Lifecourse Strategic Knowledge Cluster Discussion Paper Series/ Un Réseau stratégique de connaissances Changements de population et parcours de vie Document de travail*. Vol. 3 : Iss. 2 , Article 3.
Available at: <https://ir.lib.uwo.ca/pclc/vol3/iss2/3>

This Article is brought to you for free and open access by the Canadian Research Data Centre Network at Scholarship@Western. It has been accepted for inclusion in Population Change and Lifecourse Strategic Knowledge Cluster Discussion Paper Series/ Un Réseau stratégique de connaissances Changements de population et parcours de vie Document de travail by an authorized editor of Scholarship@Western. For more information, please contact tadam@uwo.ca, wlsadmin@uwo.ca.

VIVRE ET TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS DANS UNE SOCIÉTÉ VIEILLISSANTE: VERS UNE CROISSANCE DES INÉGALITÉS?

Synthèse de la recherche préparée par :

Yves Carrière
Jacques Légaré
Mélanie Léger St-Cyr
Chloé Ronteix
Viorela Diaconu

Département de démographie
Université de Montréal

février 2015

Version préliminaire pour présentation à :
Conference on Population Change and Life Course: Taking Stock and Looking to the Future
Ottawa 19-20 mars 2015

Projet financé par le Réseau stratégique des connaissances sur
Les changements de population et parcours de vie

Faits saillants

- Face au vieillissement démographique, plusieurs pays de l'OCDE ont apporté des réformes importantes à leur système de revenu de retraite au cours des dernières années; l'équité intergénérationnelle étant souvent au centre des préoccupations.
- Depuis maintenant près de 50 ans, le Canada a un système de revenu de retraite qui laisse une place importante à l'épargne privée pour les travailleurs à revenu moyen et élevé.
- Sans adopter d'importantes modifications à son système de revenu de retraite, le Canada a vu les taux d'activité des 60-69 ans bondir depuis le milieu des années 1990. Entre 1996 et 2014 le taux d'activité des hommes de 60-64 ans est passé de 43,5% à 59,7%, et de 16,5% à 32,4% chez les 65-69 ans. Chez les femmes, ces taux sont passés respectivement de 23,2% à 47,6%, et de 7,1% à 20,1%.
- Dans un contexte de vieillissement démographique et d'allongement de l'espérance de vie, le report de la retraite apparaît souhaitable, tant pour les individus que pour la société.
- Si le report de la retraite devient un passage obligé pour éviter la pauvreté ou une baisse significative du niveau de vie, il soulèvera toutefois des enjeux d'équité intragénérationnelle :
 - L'espérance de vie à 25 ans augmente avec chaque décile de revenu. Au Canada, la différence entre les déciles extrêmes était de 7,4 ans chez les hommes et de 4,5 ans chez les femmes.
 - Parmi les hommes du décile de revenu le plus pauvre, à peine un sur deux pouvait s'attendre à atteindre l'âge de 75 ans, contre trois sur quatre parmi ceux du décile de revenu le plus élevé. Chez les femmes, ces proportions étaient respectivement de 69,4% et de 84,4%.
 - Parmi les bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse, les hommes dont les revenus ouvraient droit au Supplément de revenu garanti avaient une espérance de vie à 65 ans de 2,4 années inférieure à ceux qui n'y avaient pas droit (mieux nantis). Chez les femmes, l'écart était 2,1 années en faveur des mieux nantis.
- La qualité des années de retraite est aussi à considérer. Comparée aux hommes du décile de revenu inférieur, l'espérance de vie ajustée pour la santé à 25 ans est de 14 années plus élevée chez les hommes du décile de revenu supérieur. Chez les femmes l'écart est de 9,5 années.
- De par la structure de son système de revenu de retraite, qui nous place parmi les pays de l'OCDE dont le système sera le moins durement affecté par le vieillissement démographique, le Canada est dans une position enviable pour adopter des réformes en fonction d'objectifs à long terme qui se préoccuperaient tant de l'équité entre les générations, qu'à l'équité à l'intérieur même des générations.

Sommaire

L'accélération du processus de vieillissement de la population canadienne se poursuit alors que les cohortes du baby-boom franchissent tour à tour l'âge de 65 ans. Plus nombreuses à franchir cet âge, elles y survivront aussi plus longtemps. Au nom de l'équité intergénérationnelle, plusieurs pays répondent à ce bilan démographique en réformant leur système de revenu de retraite pour favoriser le report de l'âge effectif de la retraite. Au Canada, sans que l'on ait adopté de telles réformes, on observe ce report depuis déjà une vingtaine d'années. Aussi souhaitable que soit le prolongement de la durée de vie en emploi, il pose de sérieux défis. Par exemple, l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé selon le statut socioéconomique montrent des écarts importants en faveur des mieux nantis. Si vivre plus longtemps se traduisait par des écarts grandissants, devoir travailler plus longtemps pourrait signifier un accroissement des inégalités socioéconomiques à l'intérieur même des générations.

Contexte

Comme il est observé dans l'ensemble des pays économiquement avancés, la population canadienne vieillit depuis déjà plusieurs décennies et elle vieillira en accéléré d'ici 2031. De 7,7% de la population en 1965, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est passée à 14,1% en 2010, avant même qu'un seul baby-boomer ait atteint cet âge. En 2031, alors qu'ils auront tous atteint 65 ans, cette proportion sera d'environ 25%. Prévisible et incontournable, le vieillissement démographique soulève plusieurs inquiétudes.

Les conséquences appréhendées du vieillissement démographique sont nombreuses et elles font depuis longtemps l'objet de spéculations et de projections. Parmi les conséquences les plus souvent mises de l'avant on note le ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre et de l'économie, la hausse du rapport de dépendance démographique et son impact sur la viabilité du système de santé et du système de revenu de retraite public. Au cours des prochaines années, les baby-boomers représentent toutefois un potentiel de main-d'œuvre important amené à jouer un rôle central dans l'évolution future de notre société vieillissante. C'est pourquoi certaines mesures encourageant le maintien en emploi des travailleurs âgés sont adoptées pour amoindrir l'impact économique du vieillissement, souvent au nom de l'équité intergénérationnel.

Transformation du cycle de vie et report de la prise de la retraite

Au cours des cinq dernières décennies, la société canadienne n'a pas que vieilli ; elle s'est aussi profondément transformée. L'arrivée des premières cohortes de baby-boomers à l'âge adulte a été marquée par le report et la redéfinition des grands marqueurs du passage à la vie adulte (entrée sur le marché du travail, formation d'une union et d'une famille). Ce report des transitions en début de vie adulte n'est sans doute pas sans conséquence sur l'accumulation du capital financier et patrimonial, ayant possiblement pour effet de retarder la prise de la retraite.

Tout au long de leur vie adulte, d'autres tendances ont eu un impact sur l'accumulation de l'épargne-retraite et l'endettement des baby-boomers. Par exemple, la participation à un régime de pension agréé (RPA) a chuté de façon importante au cours des années. Non seulement une proportion moindre de travailleurs cotise à un RPA, mais parmi ces derniers une proportion croissante contribue à un régime à

cotisations déterminées; régime qui a pour effet de transférer le risque de longévité sur les travailleurs. On observe aussi une proportion de plus en plus importante d'individus qui, s'approchant de l'âge de la retraite, a une hypothèque à rembourser et un niveau d'endettement qui continue à progresser.

De telles tendances, jumelées à un système de revenu de retraite où l'épargne privée joue un rôle déterminant pour les travailleurs à revenu moyen ou élevé, représentent un incitatif non négligeable au report de la retraite. C'est ce qui est observé au Canada depuis le milieu des années 1990 alors que les taux d'activité chez les 55-69 ans ont augmenté de façon très marquée. L'effet de cette tendance est tout aussi remarquable dans le calcul de la durée anticipée de vie en emploi estimée à partir des taux de retraite par âge.

Pourquoi repousser l'âge normal de la retraite ?

La tendance à la hausse des taux d'activité chez les personnes âgées de 55-69 ans a été observée dans plusieurs pays de l'OCDE. Au Canada toutefois, contrairement à la plupart de ces pays, la hausse a pris son envol sans une réforme majeure du système public de retraite. En effet, des réformes importantes ont été adoptées ailleurs, y compris une hausse de l'âge normal de la retraite, pour répondre aux défis que pose le vieillissement démographique. On veut ainsi garantir la viabilité financière des régimes publics, assurer le maintien des travailleurs âgés sur le marché du travail, amoindrir les effets de la hausse continue de l'espérance de vie et promouvoir l'équité intergénérationnelle.

Le débat sur le relèvement éventuel de l'âge normal de la retraite est moins présent au Canada, mais plusieurs ont tout de même avancé des arguments favorables à une telle réforme. Compte tenu de la structure du système de revenu de retraite canadien, le débat est davantage centré sur la nécessité ou non de relever le taux de remplacement offert par les composantes publiques du système que sur la hausse de l'âge normal de la retraite.

Espérance de vie différentielle, âge normal de la retraite et inégalités sociales

Bien que les justifications pour relever l'âge normal de la retraite soient nombreuses, plusieurs questions ont été soulevées au cours des dernières années concernant le lien entre l'augmentation de l'espérance de vie, la hausse de l'âge effectif de la retraite – qu'il soit ou non relié à un relèvement de l'âge normal de la retraite – et les inégalités sociales parmi les futurs retraités.

Le report de la retraite, aussi souhaitable puisse-t-il être, soulève en effet de sérieux enjeux d'équité. Par exemple, il existe des écarts importants d'espérance de vie et d'espérance de vie en santé selon le statut socioéconomique, et ce, avant et après 65 ans. À cause de ces écarts, s'ils prennent leur retraite au même âge, les travailleurs des groupes socioéconomiques plus favorisés recevront des prestations de retraite sur une plus longue période que ceux des groupes socioéconomiques moins favorisés. Ces disparités pourraient s'accroître davantage dans la mesure où les groupes socioéconomiques plus favorisés connaissent également des améliorations de mortalité plus importantes.

Tableau 1 : Espérance de vie restante à 25 ans, pourcentage qu'on s'attendait à voir survivre jusqu'à 75 ans et espérance de vie ajustée pour la santé, selon le décile de revenu et le sexe, population de 25 ans et plus excluant les pensionnaires d'établissements institutionnels, Canada, 1991 à 2001

Décile de revenu	Espérance de vie restante à 25 ans		% qu'on s'attend à voir survivre jusqu'à 75 ans		Espérance de vie ajustée pour la santé	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Décile 1 (le plus faible)	48,6	56,5	51,2	69,4	37,0	42,9
Décile 2	49,5	57,0	53,6	73,1	40,0	45,6
Décile 3	51,1	58,2	58,7	76,6	43,0	48,4
Décile 4	52,1	59,1	61,7	78,9	43,7	49,3
Décile 5	52,9	59,4	64,2	80,1	46,4	49,7
Décile 6	53,2	59,8	65,4	80,8	46,5	51,2
Décile 7	53,8	59,9	67,3	81,7	47,4	50,7
Décile 8	54,4	60,1	69,1	82,0	48,4	51,8
Décile 9	54,8	60,6	70,9	83,4	49,0	52,2
Décile 10 (le plus élevé)	56,0	61,0	74,6	84,4	51,1	52,4
Écart D10 – D1	7,4	4,5	23,3	15,0	14,1	9,5

Source : Étude du suivi de la mortalité selon le recensement, 1991 à 2001, dans McIntosh et coll. (2009).
Tableaux 2 et 4.

Conclusion

Le vieillissement démographique et les gains en espérance de vie accentuent la pression sur le relèvement de l'âge normal de la retraite, tout en laissant une plus grande place à l'épargne privée. Toutefois, le système de revenu de retraite canadien laisse déjà une place non négligeable à l'épargne privée, et un report notable de la retraite s'observe depuis le milieu des années 1990. Plusieurs tendances laissent croire que les futurs retraités, dont les baby-boomers, devront reporter davantage leur retraite s'ils veulent éviter une baisse importante de leur niveau de vie en quittant le marché du travail. Ceci est d'autant plus vrai que l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la Vieillesse et au Supplément de revenu garanti sera bientôt augmenté de 65 à 67 ans. Le Canada est toutefois dans une position enviable pour entreprendre des réformes de son système de revenu de retraite. Cette position favorable permet de prendre des décisions en fonction d'objectifs à long terme qui se préoccuperaient tant de l'équité entre les générations, qu'à l'équité à l'intérieur même des générations. Des réformes qui devront tenir compte du vieillissement démographique, de son caractère inéluctable et durable, et de la possibilité de voir l'espérance de vie à 65 ans connaître des gains inattendus, tout en réalisant que ces gains risquent d'amplifier les inégalités chez les futurs retraités. Si le report de la retraite peut apporter des bénéfices tant à l'individu qu'à la société, il peut aussi avoir comme conséquence d'amplifier les inégalités parmi les personnes âgées, d'autant plus si ce report devient un passage obligé pour éviter la pauvreté ou une baisse importante de niveau de vie.

Il sera essentiel de suivre l'évolution des taux d'activité selon le statut socioéconomique, mais aussi l'évolution de l'espérance de vie et de l'espérance de vie en bonne santé de ces mêmes sous-groupes de la population. Pour le moment, les données canadiennes sont nettement insuffisantes à cet égard. L'accès à des données administratives favoriserait une meilleure compréhension des tendances et l'adoption de réformes du système de revenu de retraite appropriées.

INTRODUCTION

Au 1er juillet 2014, le Canada comptait 5,6 millions de personnes âgées de 65 ans et plus (CANSIM, Tableau 051-0001). En 2036, on en comptera entre 9,9 et 10,9 millions. Elles représentaient environ 15,7% de la population en 2014 et elles en représenteront entre 23% et 25% en 2036 (Statistique Canada, 2010, cat. 91-520), alors que tous les baby-boomers seront âgés entre 70 et 90 ans.

Contrairement à ce que peut laisser croire la chute importante de la fécondité qui a suivi le Baby-boom, et qui s'est traduite par une baisse du nombre des naissances, le nombre de personnes âgées continuera de croître une fois éteintes chacune des cohortes du Baby-boom. En effet, on pourrait en compter plus de 12 millions en 2061 et possiblement 15 millions en 2100 (United Nations, 2013). La forte immigration et, mais dans une moindre mesure, une espérance de vie toujours en progression font en sorte que le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus continuera de croître bien après le décès de l'ensemble des cohortes du Baby-boom (Carrière et al, 2014). Le poids des personnes âgées aura aussi continué de croître et pourrait atteindre entre 24% et 28% de la population canadienne en 2061, et plus de 30% en 2100. Il ne faut donc pas s'attendre à une baisse ni de l'effectif, ni de la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus au Canada une fois l'effet du Baby-boom terminé.

Même si le vieillissement démographique se poursuivra au-delà de 2036, c'est au cours des deux prochaines décennies que ce processus connaîtra sa croissance la plus marquée. Par la suite, on parlera moins d'une population vieillissante que d'une population qui aura atteint, du moins pour un certain temps, la maturation de son processus de vieillissement ; on parlera plus d'une population âgée que d'une population vieillissante. Bien sûr les démographes n'ont pas été en mesure de prévoir ni le Baby-boom, ni le baby-bust ou encore les gains importants sur la mortalité aux âges avancés que l'on observe depuis déjà quelques décennies. Les différentes composantes de la croissance démographique nous réservent sans doute quelques surprises à plus ou moins long terme. Il existe toutefois une certitude : la population canadienne sera plus âgée, et à moyen terme il devrait y avoir une relative stabilisation, entre 25% et 30%, de la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus¹. A plus long terme, l'évolution de l'espérance de vie sera déterminante dans la progression de cette proportion qui pourrait croître de façon significative selon les scénarios retenus (Vallin, 2002).

Bien que le vieillissement démographique soit depuis longtemps prévisible, ses conséquences sont plus difficiles à prévoir et les débats qu'elles suscitent conduisent à des prises de position parfois radicales sur des enjeux importants, tels que la viabilité du système de santé ou du système de revenu de retraite public. Plusieurs études portant sur les conséquences éventuelles du vieillissement de la population reposent par ailleurs sur des hypothèses qui entrevoient rarement des changements relativement importants dans les comportements et les caractéristiques des individus et des familles (Clavet et al, 2013 ; Godbout et al, 2014 ; Regan, 2011). Exercice tout à fait utile, mais qui pourrait parfois avoir comme effet de surestimer l'ampleur de certains défis reliés au vieillissement démographique, et, plus important, de passer sous silence d'autres défis qui mériteraient une attention toute particulière.

Pourtant, comme dans la plupart des pays économiquement avancés, la population canadienne n'a pas que vieilli ; elle s'est profondément transformée. Les transformations ont été à ce point importantes et répandues dans la majorité des pays économiquement avancés, que la théorie de la deuxième transition démographique a été mise de l'avant ; théorie reliant ces transformations à la baisse de la fécondité observée à partir des années 1960 et au vieillissement accéléré de la population (Lesthaeghe, 1995).

¹ Puisque la fécondité, la mortalité et, surtout, le solde migratoire varient de façon importante selon la province et les régions, cette proportion de personnes âgées montrera des écarts importants à travers le pays.

Accès généralisé aux moyens de contraception, augmentation du nombre d'années de scolarité, entrée tardive sur le marché du travail, forte croissance de la participation des femmes au marché du travail, délai dans la formation des couples, union de fait de plus en plus fréquente, report des naissances et ruptures d'unions sont autant de tendances qui ont contribué à la baisse de la fécondité et à façonner la structure par âge de la population canadienne (Beaujot, 2004; Le Bourdais et Lapierre-Adamcyk, 2004; Ravanera et al, 2002).

Alors que s'opéraient de profonds changements dans les principaux marqueurs de l'entrée aux âges adultes, l'autre extrémité du cycle de vie connaissait une évolution non moins importante. En effet, la vaste majorité des individus d'une cohorte peuvent aujourd'hui espérer atteindre l'âge de 65 ans, et lorsqu'ils y parviendront, ils y survivront en moyenne au moins deux décennies (Base de données sur la longévité canadienne). Au vieillissement par le bas de la pyramide, s'ajoute ainsi le vieillissement par le haut. Ce ne sont toutefois pas que les gains sur la mortalité qui ont caractérisé l'évolution de la situation des personnes âgées au cours des quatre dernières décennies. Au Canada, leurs conditions socioéconomiques se sont nettement améliorées au cours de la même période. Des gains importants sur la pauvreté ont été observés (Osberg, 2001), et le niveau de vie des cohortes qui arrivaient à la retraite s'approchait, en moyenne, de celui observé avant qu'elles n'atteignent 65 ans (LaRochelle-Côté et al, 2008 ; 2010). Des conditions économiques qui se sont donc grandement améliorées, et ce, en bonne partie grâce à la maturation du système de revenu de retraite canadien (Myles, 2000).

Le bilan du système de revenu de retraite canadien, bien qu'imparfait, reste à bien des égards particulièrement positif lorsque comparé à la très grande majorité des pays économiquement avancés (Australian Center for Financial Studies, 2014 ; Whitehouse, 2010). Un système qui atteint ses objectifs et qui, en proportion du produit intérieur brut, entraîne des coûts moins élevés que la moyenne des pays de l'OCDE. De plus, les projections à long terme montrent que malgré les réformes importantes apportées au système de revenu de retraite dans plusieurs de ces pays, le système canadien continuera à présenter un avantage comparatif en termes de coûts (Whitehouse, 2010). Mais sera-t-il toujours en mesure de bien répondre à ses objectifs ? Est-ce que la poursuite de certaines tendances n'aura pas des conséquences néfastes sur la population âgée au cours des prochaines décennies ?

Le vieillissement démographique aura eu pour effet, entre autres, de remettre en question la viabilité à long terme des régimes publics de retraite fondés sur la répartition, et ce, au nom de l'équité intergénérationnelle. Augmenter l'âge de la retraite, réduire les bénéfices, ou encore hausser les contributions représentent les principaux leviers pour réinstaurer l'équilibre financier de ces régimes. Quel que soit les réformes adoptées, elles ont pour effet d'accroître la dépendance à l'épargne privée et de reporter l'âge effectif de la retraite pour prévenir une perte de niveau de vie significative lors du passage de la vie active à la retraite. La hausse continue de l'espérance de vie à 65 ans amplifie cette problématique. Mais vivre plus longtemps et devoir travailler jusqu'à un âge plus élevé soulèvent toutefois des questions d'équité intragénérationnelle (Esping-Andersen and Myles, 2005). Le vieillissement démographique ne doit pas que nous interpeller au nom de l'équité intergénérationnelle ; il pourrait aussi avoir comme effet d'exacerber les inégalités intragénérationnelles. Compte tenu qu'à moyen terme c'est plus du quart de la population qui sera âgée de 65 ans et plus, on ne peut ignorer cette possibilité.

Bien qu'il soit difficile de prévoir ce que seront les principales caractéristiques de la société canadienne dans 20, 30 ou 50 ans, on se doit de mieux comprendre l'impact possible de certaines tendances qui ont marqué le cycle de vie des cohortes qui sont sur le point de franchir l'âge de 65 ans. Ayant marqué la société canadienne tout au long de leur parcours de vie, d'ici 2050 les baby-boomers laisseront leur empreinte sur ce qui pourrait devenir une nouvelle façon de vivre et de percevoir ce qu'est le 3^e et le

4^{ie} âge. Ces cohortes seront celles de la transition d'une société vieillissante à une société qui atteindra, pour un certain temps du moins, sa « maturité » démographique. Des cohortes qui vivront de plus en plus longtemps et qui mettront à l'épreuve un système de revenu de retraite qui a jusqu'ici assez bien fonctionné.

Ce dossier de recherche a pour objectif de relever les principaux résultats d'études qui favorisent une meilleure compréhension de ce que pourrait être l'effet d'une poursuite de la tendance au report de la retraite sur les inégalités sociales chez les personnes âgées dans un contexte de vieillissement démographique et d'une espérance de vie en constante croissance. C'est autour de cette problématique que s'articule les trois parties du présent document. La première partie souligne, d'une part, à quel point les différentes étapes du cycle de vie ont été modifiées par l'arrivée des baby-boomers aux âges adultes. D'autre part, elle identifie certaines tendances qui, dans une perspective de cycle de vie, pourraient conduire au report de la retraite de ces mêmes cohortes. Cette première partie tentera donc de répondre à la question suivante : Est-ce que la tendance au report de la retraite risque de se poursuivre au cours des prochaines années ? La deuxième partie présente une revue des principaux arguments avancés pour justifier le report de l'âge ouvrant droit à une pleine rente de retraite² au Canada et ailleurs dans les pays confrontés au vieillissement démographique. C'est dans la troisième partie que seront présentées des études qui favorisent une meilleure compréhension de l'effet possible du report de l'âge normal de la retraite sur les inégalités sociales parmi les personnes âgées de demain. On s'intéressera donc aux études sur la mortalité et la morbidité différentielle selon le statut socioéconomique dans les pays économiquement avancés. On s'est aussi intéressé aux quelques études qui ont mesuré l'évolution récente de ces écarts, ainsi qu'à l'effet potentiel du report de l'âge de la retraite sur les inégalités face à la durée de cette retraite. Les réformes apportées aux différents systèmes de revenu de retraite ayant comme effet de diminuer la part du revenu des futurs retraités provenant de sources publiques, la troisième partie discutera aussi du lien entre sources de revenu de retraite et inégalités socioéconomiques chez les personnes âgées.

Le dossier se termine par une discussion qui fera le lien entre ces trois parties, tout en proposant certaines conclusions sur l'équité intragénérationnelle dans un contexte où la nouvelle réalité sera sans doute de vivre et travailler plus longtemps.

² L'âge ouvrant droit à une pleine rente de retraite représente ce qui est communément appelé l'âge « normal » ou « légal » de la retraite dans le cadre d'un programme de retraite public. Puisqu'il s'agit d'un programme de retraite, on exclue ici les régimes de pensions universels liés exclusivement à l'âge et au nombre d'années de résidence, plutôt qu'au nombre d'années et au niveau de cotisations reliées à un emploi. Dans le cas du Canada, l'âge auquel on a droit à la pension de la Sécurité de la vieillesse n'est donc pas considéré comme un âge de la retraite, contrairement au Régime de pensions du Canada et la Régie des rentes du Québec. Dans ce document on utilisera « âge ouvrant droit à une pleine rente de retraite » et « âge normal de la retraite » comme des synonymes. Il ne faut pas confondre avec l'âge « effectif » de la retraite qui représente l'âge auquel les travailleurs prennent effectivement leur retraite.

PARTIE I

Cycle de vie et report de la retraite

La caractéristique première des cohortes du baby-boom est d'abord d'avoir été particulièrement nombreuse suite à la hausse de la fécondité qui a suivi la Guerre 1939-45. Toutefois, l'impact de ces cohortes nombreuses ne se limite pas à leur nombre imposant. Les années 1960 marquent le début de changements importants dans la société canadienne qui auront pour effet de retarder les transitions en début de vie adulte. Mise à part le prolongement des études, tendance qui précède l'arrivée des baby-boomers, la période qui marque le début de cette graduelle transformation coïncide assez bien avec l'entrée des premiers baby-boomers à l'âge adulte. Le report des transitions ayant été déjà largement documenté dans le passé (Beaujot, 2004), on en discutera ici que brièvement. Toutefois, nous présenterons d'autres tendances qui auront sans doute un effet important sur le cycle de vie des baby-boomers alors qu'ils franchiront graduellement le seuil de la retraite, puis de la vieillesse.

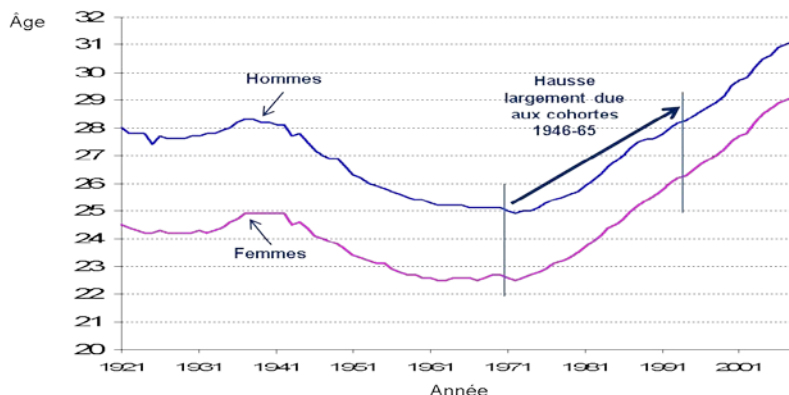
Prolongement des études

Le prolongement des études est un phénomène qui s'est amorcé il y a plusieurs décennies et qui s'est accéléré avec les premières cohortes du Baby-boom (Nault, 1990). Alors que l'on avait toujours observé au moins une personne sur quatre sans diplôme d'études secondaires chez les cohortes nées avant 1946, c'est moins d'une personne sur cinq parmi les cohortes 1946-1966 qui n'a pas obtenu un tel diplôme (Carrière et Pesme, 2012). Ce prolongement des études a été plus marqué chez les femmes que chez les hommes. C'est d'ailleurs chez ces cohortes que l'on a observé pour une première fois une proportion de femmes ayant obtenu un diplôme universitaire comparable à celle des hommes. Et c'est parmi la cohorte 1957-61 que l'on observe pour une première fois une proportion de femmes supérieure à celle des hommes ayant obtenu un diplôme universitaire.

Report du mariage et de la formation de la famille, familles moins nombreuses et rupture d'union

La formation d'union et la naissance d'un premier enfant sont des marqueurs importants du passage à la vie adulte. Le moment de ces transitions est aussi souvent un marqueur de l'âge de l'entrée définitive sur le marché du travail. L'arrivée des cohortes du Baby-boom dans la jeune vingtaine a annoncé la fin d'une tendance à la baisse de l'âge moyen au premier mariage et de l'âge moyen de la mère à la naissance d'un premier enfant.

Figure 1: Âge moyen au premier mariage, selon le sexe, Canada, 1921-2008

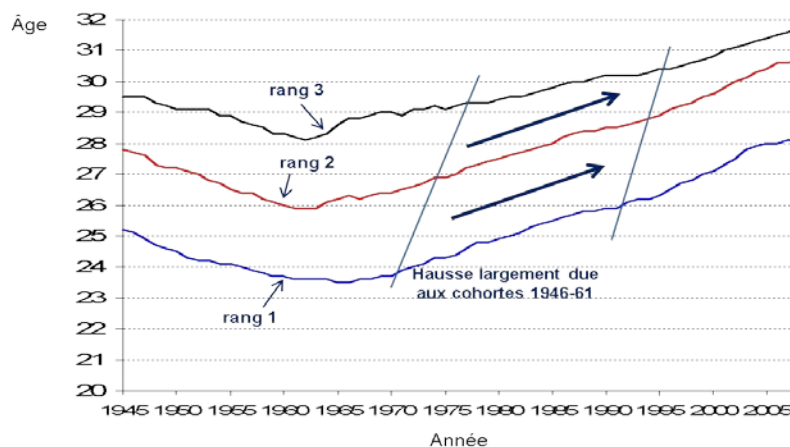


Source : Statistique Canada, <http://www4.hrsdc.gc.ca/.3ndic.1t.4r@-fra.jsp?iid=78#M>

Tout d'abord, la Figure 1 montre l'évolution de l'âge moyen au premier mariage des hommes et des femmes entre 1921 et 2008. On a identifié les points où l'année de calendrier moins l'âge moyen au premier mariage de ladite année donne une valeur entre 1946 et 1966. On peut ainsi mieux identifier la tendance de l'âge moyen au premier mariage lorsque les premières cohortes du Baby-boom s'apprêtent à vivre leur première union conjugale. Bien que cet âge soit bien en-deçà de 31,1 ans chez les hommes et de 29,1 ans chez les femmes, âge au premier mariage en 2008, il est important de noter que la tendance à la hausse a débuté avec les premières cohortes du Baby-boom (Milan, 2000).

Le report du mariage ne peut qu'avoir un effet sur l'âge moyen des mères à la naissance de leur premier enfant. La Figure 2 présente donc, de la même façon qu'à la Figure 1, l'évolution de l'âge moyen des mères selon le rang de naissance de leur enfant. L'arrivée des femmes des cohortes nées entre 1946 et 1966 est encore tout à fait notoire, surtout en ce qui a trait aux naissances de rang 1. Après avoir chuté à 23,6 ans, cet âge moyen remontera à 26,1 ans alors que ce sont d'abord et avant tout les femmes du Baby-boom qui donnent naissance à leur premier enfant. Le même phénomène s'observe évidemment pour les naissances de rang 2 et de rang 3.

Figure 2: Âge moyen des mères à la naissance selon le rang de naissance, Canada, 1945-2008



Source : Statistique Canada,

<http://www.statcan.gc.ca/pub/91-209-x/2011001/article/11513/figures/fig-fra.htm>

La fécondité des femmes des cohortes du Baby-boom n'a pas été marquée seulement par un report des naissances. Ce dernier a été accompagné d'une baisse importante de la fécondité. Une fois atteint l'âge de la maternité, les premières cohortes du Baby-boom ont d'abord eu pour effet de réduire de façon importante le taux de fécondité des femmes de 20-24 ans. Par contre, la hausse de la fécondité chez les femmes âgées de 30-34 et 35-39 correspond en bonne partie à l'arrivée des cohortes 1946-1966 dans ces groupes d'âges.

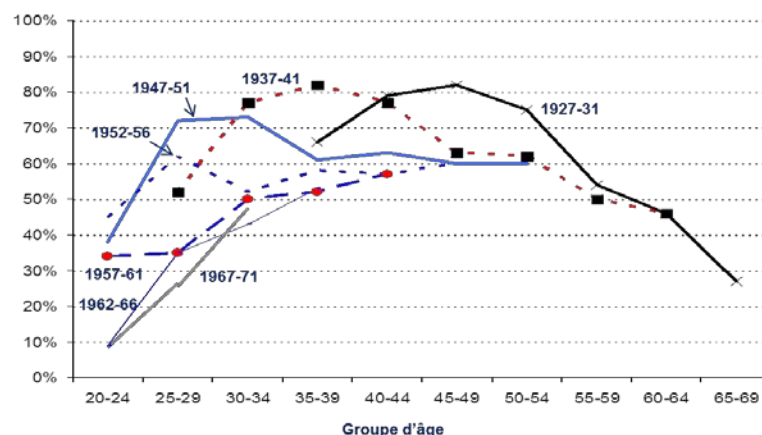
Donc des unions qui auront été formées plus tardivement et qui ont été moins fécondes. Mais ce sont aussi de plus en plus des unions de fait moins stables et des mariages qui auront connu des taux de divorce en forte hausse alors que la législation canadienne facilitait son recours (Milan, 2000). Liée en partie à la baisse de la fécondité, c'est aussi la période où les taux d'activité des femmes, qu'elles aient des enfants ou non, commencent à augmenter de façon très significative (Lindsay et Almey, 2006). Ce sont ces mêmes cohortes de femmes qui aujourd'hui ont un effet important sur le taux d'activité des femmes âgées de 50-69 ans.

Le report des transitions en début de vie adulte est susceptible d'engendrer un report éventuel du passage de la vie active à la retraite. Ce report peut en effet avoir un impact sur l'accumulation du capital financier et patrimonial, ayant pour effet de retarder la décision de prise de retraite (Beaujot, 2004). Les deux prochaines sections montrent l'évolution, par cohorte, de certaines tendances qui affectent l'accumulation de l'épargne-retraite et l'endettement des ménages, deux des principaux déterminants de la prise de la retraite³ (Chen et coll., 2012; Gomez et Gunderson, 2011; Lefebvre et coll., 2011; Schirle, 2010; Singh et Verma, 2003; Uppal, 2010).

Contributions au Régime de pensions du Canada (RPC) et à la Régie des rentes du Québec (RRQ)

Un phénomène souvent ignoré aura une incidence sur le niveau des prestations du RPC/RRQ que recevront les premières cohortes du Baby-boom en comparaison de celles qui leur succéderont. En effet, les baby-boomers qui auront cotisé au maximum des gains admissibles, surtout chez les cohortes nées après 1951, seront proportionnellement beaucoup moins nombreux que leurs prédécesseurs. Dans les années 1970, on avait limité la hausse annuelle du maximum des gains admissibles au même moment où les hausses salariales étaient particulièrement importantes dues à un taux d'inflation élevé, ce qui a eu pour effet d'amplifier la proportion d'hommes qui cotise alors au maximum au RPC/RRQ. Ces années de cotisations se traduisent à la retraite par des années donnant droit au maximum de prestations. Cette opportunité a toutefois été limitée dans le temps. En effet, les années 1980 ont été marquées par une période d'accélération de la hausse du maximum des gains admissibles, plus rapide que la hausse des gains de travail. Ceci a eu pour effet de réduire la proportion d'hommes dans une cohorte donnée qui avait des gains de travail au moins égal au maximum des gains admissibles.

Figure 3 : Proportion d'hommes qui ont contribué au RPC et dont le revenu de travail était égal ou supérieur au maximum des gains admissibles, selon l'âge et la cohorte



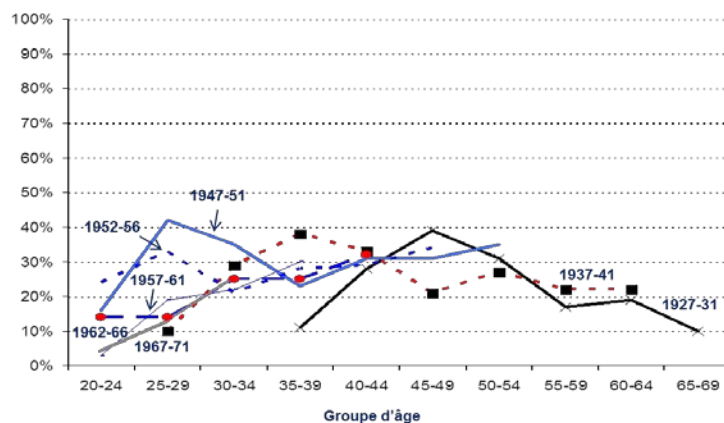
Source : Agence du revenu du Canada, Statistiques sur le revenu, Tableau final 4A pour l'ensemble du Canada, Déclarations imposables selon l'âge et le sexe

Comme le montre la Figure 3, le phénomène est d'autant plus marqué chez les cohortes 1952-56, mais encore d'avantage chez celles nées à partir de 1957 (Carrière et Légaré, soumis pour publication). Le phénomène touche évidemment autant les femmes que les hommes. Par contre, en comparant les Figures 3 et 4 on note à quel point la proportion de femmes ayant cotisé au maximum des gains

³ Pour une revue de la littérature exhaustive des déterminants de la prise de la retraite au Canada, voir Bélanger, Carrière et Sabourin (2015).

admissibles n'a jamais été particulièrement élevée, même au cours des années 1970 (Carrière, 2010). Par contre, l'écart entre les hommes et les femmes est aujourd'hui moins élevé qu'il ne l'était à cette époque, mais encore très important.

Figure 4 : Proportion de femmes qui ont contribué au RPC et dont le revenu de travail était égal ou supérieur au maximum des gains admissibles, selon l'âge et la cohorte



Source : Agence du revenu du Canada, Statistiques sur le revenu, Tableau final 4A pour l'ensemble du Canada, Déclarations imposables selon l'âge et le sexe

Couverture des régimes de pension agréés (RPA)

Une analyse des données de Revenu Canada⁴ (Figure 5) montre que la proportion d'une cohorte d'hommes qui cotise à un régime de pension agréé (RPA) a chuté de façon importante au cours des années (Carrière et Légaré, soumis pour publication)⁵. Les cohortes qui semblent avoir le plus bénéficié de ces régimes sont celles qui ont précédé les baby-boomers. Par exemple, à 35-39 ans, c'est 37% des hommes nés entre 1942 et 1946 qui cotisaient à un RPA. De la cohorte 1947-51 à la cohorte 1962-66, au même âge, cette proportion est graduellement passée à 34%, puis à 28%, pour finalement atteindre 19%. Chez les femmes, la situation est différente alors qu'elles ont comblé un écart important face aux hommes pour afficher aujourd'hui des taux de couverture avantageusement comparables à ces derniers.

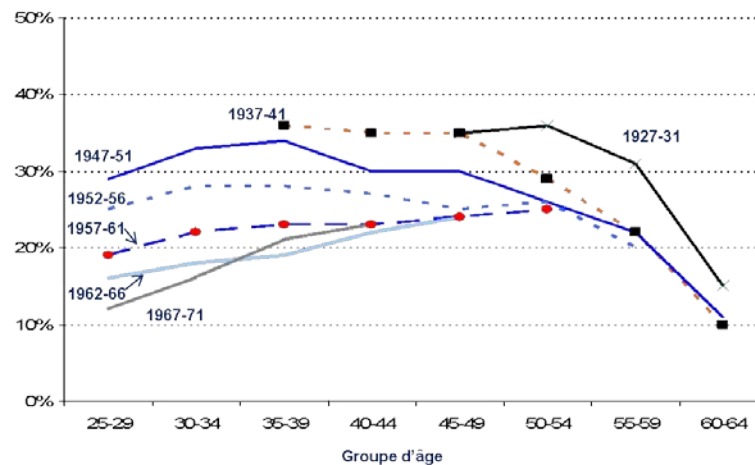
On ne doit cependant pas limiter l'analyse à la seule proportion d'une cohorte couverte par un RPA. L'évolution de la nature même de ces régimes doit aussi être prise en compte. Un revenu de pension d'un RPA représente une donnée importante dans la prise de décision de la retraite (Chen et coll., 2012; Schirle, 2010). Par contre, même si un régime de retraite à cotisations déterminées peut s'avérer bénéfique pour un travailleur, ce régime ne présente pas les avantages d'un régime à prestations déterminées. Alors même que les RPA couvraient une proportion de moins en moins élevée de travailleurs, la part des RPA à cotisations déterminées n'a cessé de croître (Gougeon, 2009). En 1982,

⁴ Le dernier point de nos séries chronologiques est pour l'année d'imposition 2010. Le dernier point observé pour l'ensemble des cohortes est donc quelque peu biaisé puisque nous aurions besoin des données de 2011, non disponibles pour le moment. Ceci a quand même un effet très limité sur l'analyse.

⁵ Il s'agit bien ici de la proportion d'une cohorte et non de la proportion des travailleurs. Puisque les personnes inactives sont incluses dans le dénominateur, les taux de couverture de régime de retraite d'employeur sont évidemment inférieurs à ce qui est plus souvent utilisé.

94% des travailleurs couverts par un RPA adhéraient à un régime à prestations déterminées. Depuis, cette proportion est en constante diminution pour atteindre 73% en 2012. Parmi les travailleurs du secteur privé, c'est aujourd'hui moins d'un travailleur sur cinq qui adhère à un RPA à prestations déterminées (CANSIM, Tableau 280-0020). Donc, des travailleurs de moins en moins couverts par un RPA, et quand ils le sont, c'est une proportion croissante qui cotise à un régime qui fait porter davantage le risque financier sur le travailleur.

Figure 5 : Proportion d'hommes ayant déclaré des déductions pour des contributions à un RPA selon l'âge et la cohorte



Source : Agence du revenu du Canada, Statistiques sur le revenu, Tableau final 4A pour l'ensemble du Canada, Déclarations imposables selon l'âge et le sexe

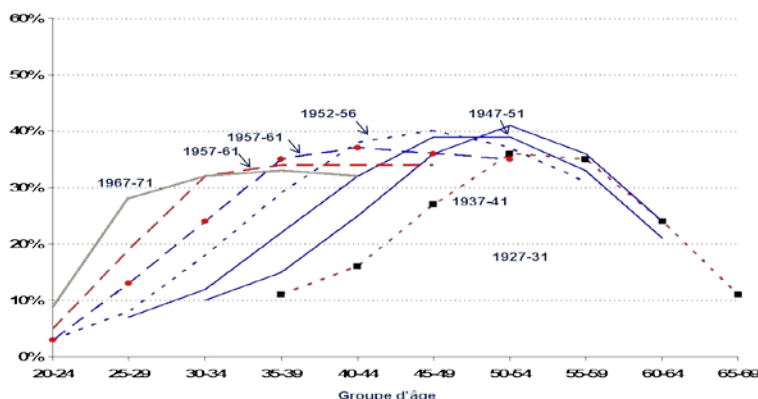
Cotisants à un Régime enregistré d'épargne-retraite (REER)

Le RPC/RRQ et les RPA ne comptent que pour une partie de l'épargne-retraite des Canadiens. Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) représentent eux aussi un important véhicule financier pour préparer sa retraite. Depuis le début des années 1990, les REER ont gagné en popularité alors que des modifications apportées à leur traitement fiscal les ont rendus plus intéressants pour les futurs retraités. En utilisant les données de Revenu Canada, il est possible d'estimer la proportion d'individus ayant contribué à un REER une année donnée.

La Figure 6 donne une bonne idée de l'évolution de cette proportion à l'intérieur d'une cohorte donnée (Carrière et Légaré, soumis pour publication). Au cours de la période 1986-96, on note une forte croissance de la proportion de cotisants pour chacune des cohortes. On peut associer une partie importante de cette croissance au nouveau traitement fiscal des REER. Chez les cohortes qui nous préoccupent davantage, on remarque une forte croissance de la proportion de cotisants avec l'âge. Cette relation est vraie jusqu'à 45-49 ans chez les cohortes 1947-51 et 1952-56, mais jusqu'à 40-44 chez la cohorte 1957-61, et à peine jusqu'à 35-39 ans pour la cohorte 1962-66. La cohorte 1967-71 semble confirmer une certaine tendance à atteindre une proportion maximum de cotisants à un âge de plus en plus jeune. Cette tendance peut s'expliquer, entre autres, par une hausse « artificielle » dans les années 1986-1996, l'endettement accru des ménages, la crise financière de 2008 et, encore plus récemment, l'arrivée des Comptes d'épargne libre d'impôt (CELI).

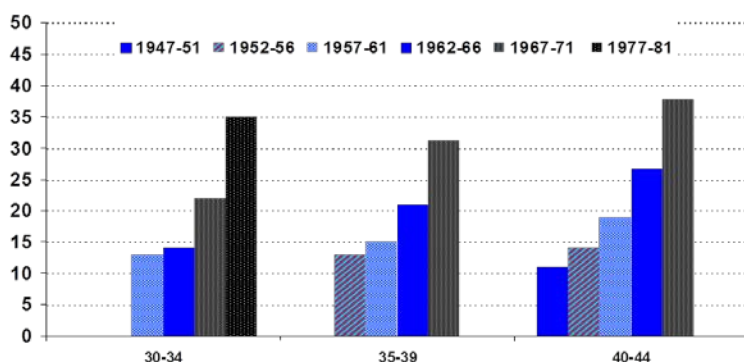
Pour avoir une idée plus précise des comportements face à l'épargne-retraite, il est important de non seulement analyser les tendances face aux placements dans les REER, mais aussi de tourner notre attention vers les retraits prématurés de ces mêmes REER. La Figure 7 montre à quel point il peut être trompeur de ne pas tenir compte de cette propension à retirer ses REER pour des raisons autres que la retraite (Carrière et Légaré, soumis pour publication). Cette Figure montre le nombre de personnes qui retirent des montants de leur REER pour 100 personnes du même groupe d'âge et de la même cohorte qui ont contribué à leur REER.

Figure 6 : Proportion ayant déclaré contribué à un REER, selon le groupe d'âge et la cohorte, sexes réunis



Source : Agence du revenu du Canada, Statistiques sur le revenu, Tableau final 4A pour l'ensemble du Canada, Déclarations imposables selon l'âge et le sexe

Figure 7 : Nombre de personnes qui retirent de leur REER pour 100 personnes qui contribuent à son REER, selon l'âge et la cohorte



Source : Agence du revenu du Canada, Statistiques sur le revenu, Tableau final 4A pour l'ensemble du Canada, Déclarations imposables selon l'âge et le sexe

Il est tout à fait apparent que si les REER servent à l'épargne-retraite, ils sont aussi utilisés à bien d'autres fins⁶. La cohorte 1947-51 affichait, à 40-44 ans, un peu plus de 10 personnes retirant une partie

⁶ Cette Figure ne tient pas compte des retraits pour l'achat d'une première maison ou pour financer un retour aux études si ces montants sont remboursés comme prévus.

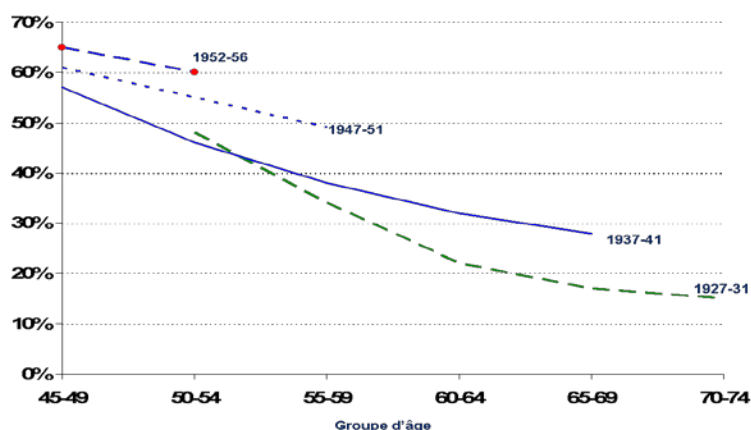
de leur REER pour 100 cotisants. Ce ratio était de 14 pour 100 chez la cohorte 1952-56, et passe de graduellement de 19 à 27 pour 100 pour les cohortes 1957-61 et 1962-66 respectivement. La tendance s'accélère pour atteindre un ratio de 37 pour 100 chez la cohorte 1967-71 à 40-44 ans.

En conclusion, les REER ont connu une forte progression entre 1986 et 1996. Depuis, la proportion de cotisants dans une cohorte donnée plafonne plus tôt dans leur cycle de vie, et à un niveau inférieur à ce qui était observé il y a quelques années. De plus, les retraités prématurés connaissent une forte expansion faisant des REER un véhicule qui est de plus en plus difficile d'associer purement à l'épargne-retraite.

Hypothèque et endettement

Une autre caractéristique socioéconomique d'importance dans le cycle de vie d'une cohorte est l'accès à la propriété et la présence ou non d'une hypothèque à un âge donné. Le délai dans les transitions qui marquent l'entrée vers l'âge adulte a pu avoir un effet sur l'achat d'une première maison, mais aussi sur la présence d'une hypothèque alors que l'on atteint des âges plus avancés. Les taux d'intérêts et l'endettement des ménages influenceront aussi la capacité de rembourser une hypothèque plus ou moins rapidement. Par ailleurs, devoir rembourser une hypothèque aux âges souvent associés à la prise de la retraite risque d'avoir comme effet de reporter cette retraite, ou d'accepter une baisse de niveau de vie en accédant à la retraite.

Figure 8 : Proportion de propriétaires avec une hypothèque selon le groupe d'âge et la cohorte, Can



Source : Recensements du Canada (1981, 1986, 1991, 1996, 2001, 2006)

La Figure 8 montre d'abord que la proportion des individus d'une cohorte donnée qui a une hypothèque diminue avec l'âge (Carrière et Légaré, soumis pour publication). Par exemple, pour la cohorte 1927-31, cette proportion passe de près de 50% à 50-54 ans à moins de 20% chez les 65 ans et plus. Par contre, lorsque l'on compare les cohortes plus âgées aux cohortes 1947-61, on note une tendance à la hausse de ces proportions. À 55-59 ans par exemple, cette proportion est passée de 34% pour la cohorte 1927-31, à 43% et 49% pour les cohortes 1947-51 et 1952-56 respectivement. Rien n'indique que cette tendance sera renversée à 60-64 ans ou 65-69 ans.

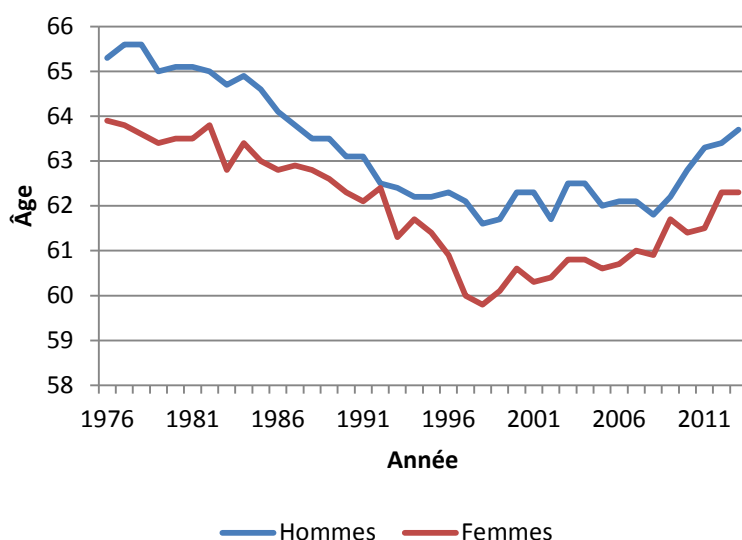
Cette tendance se reflète aussi sur l'endettement des ménages. Si ce sont les plus jeunes ménages qui présentent les plus hauts niveaux d'endettement, c'est par contre chez les 65 ans et plus que l'on a observé le rythme de croissance de l'endettement le plus élevé entre 2001 et 2011 (Burleton et Petramala, 2011). Au cours de cette période, la croissance de l'endettement des ménages de 65 ans et

plus aurait compté pour la moitié de la croissance globale de l'endettement, leur passif ayant augmenté deux fois plus rapidement que leur actif. La proportion d'emprunteurs parmi les 65 ans et plus est passée de 27,4% en 1999 à 42,5% en 2012 (Battams et al, 2014).

Tendance récente de l'âge à la retraite

Plusieurs indicateurs sont utilisés pour tenter de capter la présence ou non d'un report de la retraite au cours des dernières années. Une brève analyse de l'évolution des taux d'activité tend à démontrer qu'il y a effectivement une tendance à reporter l'âge effectif de la retraite. En effet, entre 1996 et 2014 le taux d'activité des personnes âgées de 55 à 69 ans a augmenté de façon très marquée au Canada. Chez les hommes par exemple, le taux d'activité est passé de 71,6% à 78,4% chez les 55-59 ans, de 43,5% à 59,7% chez les 60-64 ans, et de 16,5% à 32,4% chez les 65-69 ans. Chez les femmes, ces taux sont passés respectivement de 48,4% à 69,4%, de 23,2% à 47,6%, et de 7,1% à 20,1% (CANSIM, Tableau 282-0002). Bien que la hausse des taux d'activité chez les 55-69 ans ait débuté au milieu des années 1990, le passage graduel des cohortes du Baby-boom dans ce groupe d'âge depuis 2001 ne cesse de pousser à la hausse ces taux d'activité.

Figure 9 : Âge moyen à la retraite, selon le sexe, Canada, 1976-2013.



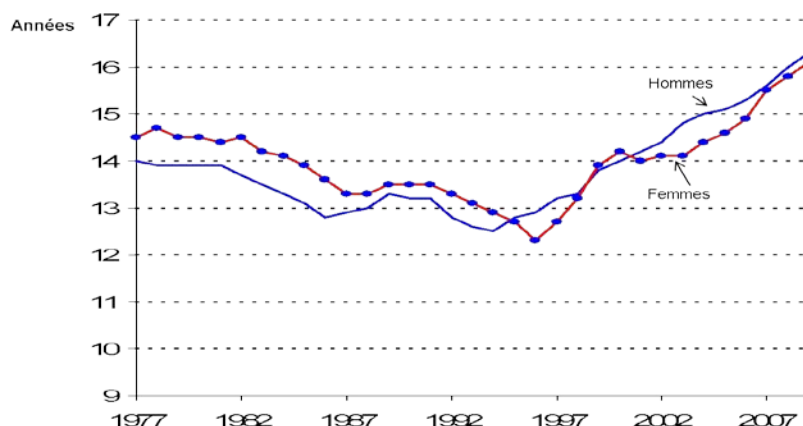
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA), tableau CANSIM 282-0051.

Alors que l'on constate une augmentation des taux d'activité des canadiens âgés de 55 ans et plus, l'âge moyen à la retraite s'était stabilisé au début des années 2000 puis a commencé à augmenter au cours des dernières années (Figure 9). Cet indicateur n'étant pas adéquat pour mesurer les changements de comportement face à la prise de la retraite, d'autres ont préféré recourir au calcul de la durée de vie en emploi à partir de 50 ans, conditionnelle à occuper un emploi à cet âge (Carrière et Galarneau, 2011; Denton et coll., 2009). En tenant compte des taux de retraite par âge, on réussit ainsi à mieux saisir s'il y a report ou non de la retraite. Bien qu'il s'agisse alors d'une durée prospective, similaire au calcul de l'espérance de vie du moment, cette mesure montre à quel point les comportements face à la retraite évoluent (Figure 10).

Comme mentionné précédemment, cette tendance est tout à fait souhaitable dans un contexte de vieillissement démographique. D'ici 2031, les baby-boomers représentent un potentiel de main-d'œuvre

important amené à jouer un rôle central dans l'évolution future de notre société vieillissante. Cette tendance à la hausse des taux d'activité à 55 ans et plus et de l'âge de la prise de la retraite est observée dans plusieurs pays de l'OCDE (Maestas et Zissimopoulos, 2010). Contrairement à ce qui a été observé dans plusieurs de ces pays toutefois, au Canada cette hausse a pris son envol sans que des changements majeurs soient apportés au système public de retraite (Cooke, 2006).

Figure 10 : Durée anticipée de vie en emploi après 50 ans selon le sexe, Canada, 1977-2009.



Source : Carrière, Y. et D. Galarneau (2012)

Tendance future de l'âge à la retraite

Pour juger d'une poursuite éventuelle de la tendance à la hausse de l'âge de la retraite, on doit d'abord mieux comprendre pourquoi cet âge a augmenté au cours des dernières années. Par exemple, Blau et Goodstein (2010) estiment que la hausse des taux d'activité chez les 55-69 ans aux États-Unis est essentiellement reliée à l'amélioration des niveaux de scolarité de cette population. L'effet de composition de la main-d'œuvre serait donc responsable du report de la retraite et compte tenu du plafonnement relatif de l'amélioration des niveaux de scolarité, ce report serait sur le point de stagner. Gomez et Gunderson (2011) croient plutôt que le report de la retraite est lié à un changement dans les préférences et les contraintes des travailleurs plutôt qu'à un changement dans la composition de la main-d'œuvre. Pour Lefebvre et coll. (2011) ce sont des facteurs comme l'amélioration de l'état de santé des travailleurs âgés et des régimes de retraite moins généreux qui ont occasionné le relèvement de l'âge effectif de la retraite depuis les années 2000.

Les préférences et les contraintes peuvent prendre différentes formes. Santé, situation familiale, conditions de travail, caractéristiques du système de revenu de retraite, marché du travail, sont tous des facteurs appelés à intervenir dans la décision du moment de la retraite (Barnay et Debrand, 2006; Chen et al, 2012; Park, 2010; Schellenberg et Ostrovsky, 2008; Schirle, 2008). Plusieurs inquiétudes ont aussi été soulevées en ce qui concerne la capacité des futurs retraités à éviter une chute importante de leur niveau de vie lors du passage de la vie active à la retraite (Horner, 2009 ; Moore et al, 2010; MacDonald et al, 2011 ; Wolfson, 2013). Ces inquiétudes risquent de pousser plusieurs travailleurs âgés à reporter l'âge effectif de leur retraite. Aussi, comme la croissance de la main-d'œuvre sera ralentie avec l'arrivée des Baby-boomers à l'âge de la retraite, certains croient que les employeurs seront de plus en plus à l'écoute des besoins des travailleurs âgés, encourageant ainsi le report de cet âge (Maestas et Zissimopoulos, 2010). Si c'est le cas, non seulement ces derniers seront tentés d'étirer le nombre d'années avant la prise de la retraite à cause de leur situation financière, mais peut-être le feront-ils aussi pour des raisons liées à des conditions d'emploi favorables.

La première partie de ce dossier de recherche a permis de brièvement mettre en relief l'importance des changements dans le calendrier des transitions en début de vie adulte chez les cohortes qui s'apprêtent à se joindre au groupe des 65 ans et plus au cours des deux prochaines décennies. Elle aura aussi montré que plusieurs tendances observées parmi ces cohortes pourraient avoir comme effet d'accentuer, pour un certain temps du moins, le report de la retraite observé depuis le milieu des années 1990.

Si l'une des principales caractéristiques des cohortes du Baby-boom aura été leur nombre, les changements de comportements qu'elles ont initiés auront été au moins aussi marquants. Aujourd'hui, alors qu'elles sont âgées pour la plus part entre 50 et 70 ans, le comportement de ces cohortes pourrait avoir un impact majeur sur la nature et l'ampleur des défis que devra relever notre société vieillissante, ainsi que sur la perception qu'auront les Canadiens de cette société. Après avoir transformé les transitions du début de la vie adulte, elles ont aujourd'hui la possibilité de redéfinir ce que sera la vie après 65 ans. Le report de leur retraite pourrait être un élément important de cette redéfinition.

Le relèvement de l'âge effectif de la retraite est depuis plusieurs années présenté comme un élément important de solution aux défis posés par le vieillissement démographique. Qu'il soit le résultat d'une législation visant l'âge normal de la retraite ou bien de la transformation des cycles de vie familial et professionnel, le report de la retraite soulève lui-même certains enjeux que l'on commence à peine à étudier. Avant de présenter une revue de la littérature de ces études, la deuxième partie de ce dossier passera en revue les principales justifications mises de l'avant dans le débat entourant le relèvement de l'âge ouvrant droit à une pleine pension de retraite. Au Canada, une telle réforme n'a pas encore été adoptée, bien que l'âge d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) sera graduellement relevé à partir de 2023 pour passer de 65 à 67 ans en 2029. Cette réforme aura sans doute un effet sur le report de la retraite, mais en soi, la pension de la SV n'est pas reliée au cycle de vie professionnelle.

PARTIE II

Pourquoi relever l'âge normal de la retraite ?

Cette deuxième partie présentera d'abord brièvement les principaux arguments avancés pour justifier les profondes transformations des systèmes de retraite publics mises de l'avant dans plusieurs pays économiquement avancés devant composer avec le vieillissement démographique. Bien que le relèvement de l'âge normal de la retraite soit la mesure qui provoque le plus de réactions, plusieurs autres réformes ont été adoptées ou proposées pour répondre aux défis que pose le vieillissement de la structure par âge d'une population. On discutera brièvement de quelques-unes de ces mesures pour terminer en situant le Canada dans le débat entourant l'âge de la retraite.

Une conjugaison de plusieurs facteurs provoque une série de réformes

C'est surtout à partir des années 1980 que le discours sur la viabilité financière des régimes publics de retraite prend de l'ampleur (OCDE, 1988). Plusieurs tendances interagissent pour en arriver au constat que de profondes transformations doivent être apportées à ces régimes, certains pays étant dans une situation plus périlleuse que d'autres. Bien que le vieillissement démographique soit apparu plusieurs décennies auparavant, cette fois il est conjugué à une baisse importante des taux d'activité des 55 ans et plus et de l'âge moyen à la retraite, ainsi qu'à une hausse de plus en plus marquée de l'espérance de vie à 65 ans. Aussi, les plus âgés parmi les baby-boomers approchent alors la cinquantaine et la maturation de ces régimes pointent à l'horizon. Le vieillissement démographique favorise plus que jamais auparavant la remise en question des régimes de retraite fondés sur la répartition. Ironiquement, alors que de nombreux pays avaient mis en place des incitatifs à la retraite anticipée dans les années 1980, ces mesures exacerbent le problème de financement des régimes de pension de retraite dans la plupart des pays de l'OCDE (Leibfritz, 2002). Il s'agit alors pour de nombreux pays d'inverser la tendance et d'inciter les travailleurs âgés à rester sur le marché du travail en supprimant les mesures incitatives mises en place pour permettre l'accès à la retraite anticipée.

Ce sera alors le début d'un cycle de réformes plus ou moins importantes en utilisant une série d'arguments, dont les plus répandus sont les suivants:

- Accentuer le taux de croissance, voire ralentir la décroissance, de la population active
- Stimuler la croissance du produit intérieur brut
- Diminuer les taux de cotisations reliés au système de retraite public
- Promouvoir l'équité intergénérationnelle
- Compenser pour la hausse de l'espérance de vie
- Amoindrir les risques d'une baisse significative du niveau de vie des futurs retraités
- Assurer la pérennité du système de retraite public

Aux États-Unis, au début des années 1980 on a justifié la hausse projetée de l'âge normal de la retraite – à 67 ans – essentiellement en arguant la viabilité financière du programme de sécurité sociale, alors que plus récemment plusieurs avancent l'argument de l'augmentation de l'espérance de vie pour relever encore davantage l'âge ouvrant droit à une pleine pension (Kollmann, 2002). Au Royaume-Uni, l'augmentation de l'âge de la retraite est vue comme une nécessité. Il s'agit de mettre en place une politique visant le maintien des travailleurs âgés sur le marché du travail afin d'assurer l'avenir du régime de pension pour les générations futures. Ce maintien en emploi est vu comme l'unique option assurant une augmentation du produit intérieur brut dans le futur (Robinson, 2005). En Norvège, c'est d'abord et avant tout l'argument de la viabilité du système de retraite qui est avancé dû à la croissance

du nombre de retraités et de l'espérance de vie, alors que le nombre de travailleurs diminuera (Stupar, 2013). En Suède, plutôt que de relever l'âge normal de la retraite, on modifiera un système particulièrement généreux en augmentant de 30 à 40 ans le nombre d'années de cotisation pour avoir droit à une pleine pension de retraite (Marier, 2013). De plus, on intègre la longévité en tant que variable dans le calcul de la pension (Thode, 2003). On veut ainsi assurer la viabilité du système qui, au fil du temps, est appelé à être moins généreux que par le passé. Tout récemment, l'OCDE (2014) prévenait que les dépenses publiques liées aux pensions de retraite dans l'Union Européenne risquaient d'augmenter de 1,5 à 2 points de pourcentage du PIB au cours des 50 prochaines années. La croissance prévue du poids de ces dépenses est liée à la hausse de l'espérance de vie et la retraite des baby-boomers qui feront pression sur le PIB, surtout si l'âge effectif de la retraite reste inchangé.

Malgré les nombreuses discussions autour du relèvement de l'âge normal de la retraite, il est à noter que seulement trois pays de l'OCDE affichaient en 2010 un âge supérieur à 65 ans pour accéder à une pleine rente de retraite. Il s'agit des États-Unis, de la Norvège et de l'Islande. Depuis, quelques pays ont suivi le pas en haussant l'âge normal de la retraite au-delà de 65 ans (Italie, Israël, Irlande), alors que d'autres ont prévu une telle hausse dans le futur (la Pologne et l'Allemagne par exemple). Dans le cas de l'Italie et d'Israël, ce n'est toutefois, pour le moment, que du côté des hommes que l'âge a été relevé au-dessus de 65 ans. Il est vrai que d'autres pays ont effectivement relevé cet âge d'accessibilité, mais celui-ci demeure inférieur ou égal à 65 ans (Chomik and Whitehouse, 2010).

Il y a peu de doute sur l'effet de la hausse de l'âge normal de la retraite sur les taux de cotisation et le niveau des dépenses liées au système de retraite public (Hering et Klassen, 2010a). Les projections ont démontré qu'une augmentation de deux, trois, ou quatre ans de l'âge légal de la retraite permettrait de réduire de manière significative l'augmentation prévue du taux de cotisation ou des dépenses de pension. Tout en modifiant l'âge d'accessibilité à une rente de retraite, il n'est toutefois pas nécessaire de relever l'âge ouvrant droit à une pleine pension (OCDE, 1988). On peut, par exemple, choisir de réduire l'accès à la retraite anticipée en relevant l'âge minimal donnant droit à une pension actuariellement ajustée. D'autres paramètres du système de retraite ont aussi été modifiés dans le passé pour tenter de répondre aux défis énumérés précédemment. Le choix des réformes touchent trois types de paramètres (Martin and Whitehouse, 2008). Tout d'abord, le niveau des prestations peut être diminué en revoyant la méthode de calcul ou la valorisation et l'indexation de la rente de retraite. Cette méthode a été favorisée par exemple en France, en Suède et en Finlande. Un deuxième type de réformes visent plus spécifiquement les incitatifs à la retraite anticipée en la pénalisant davantage. Parmi les pays ayant modifié ce paramètre on compte, entre autres, le Portugal, le Royaume-Uni et l'Autriche. Finalement, certains pays ont opté pour le passage d'un régime à prestations déterminées à un régime à cotisations déterminées, du moins en partie. La Suède, la Pologne et le Mexique en sont des exemples. Bien sûr, dans la majorité des cas, les réformes adoptées touchent plus d'un seul paramètre.

Le débat au Canada

En 1996, le Canada adoptait sa plus sérieuse réforme du système de revenu de retraite depuis la fin des années 1960. La viabilité à long terme du Régime de pensions du Canada (RPC) ainsi que de la Régie des rentes du Québec (RRQ) était alors remise en question (Federal, Provincial and Territorial Governments of Canada, 1996; Régie des rentes du Québec, 1996). D'une part, l'espérance de vie avait augmenté de façon importante depuis la fin des années 1960, soit lors de la mise en place de la structure actuelle du système de revenu de retraite canadien. L'espérance de vie à 65 ans était passée de 15,3 ans en 1966 à 18,4 ans en 1995. D'autre part, au fil des années, le régime avait été bonifié et certains assouplissements liés à l'obtention de prestations d'invalidité (RPC) avaient été adoptés. Les coûts du système étaient donc plus élevés que ce qui avait été initialement prévu. De plus, la chute de la

fécondité et l'arrivée prochaine et graduelle des baby-boomers à la retraite ne font qu'amplifier les difficultés auxquelles devaient faire face le RPC /RRQ. Des réformes importantes sont alors jugées nécessaires.

Bien qu'augmenter l'âge ouvrant droit à une pleine pension de retraite aurait permis de restreindre la hausse du taux de cotisation pour assurer la viabilité à long terme du système, cette idée fût alors rejetée (Townson, 2006). On jugeait que d'augmenter l'âge normal de la retraite de 65 à 67 ans réduirait la durée de vie à la retraite d'environ 10%, tout en réduisant les dépenses reliées au RPC de 4,2% (Federal, Provincial and Territorial Governments of Canada, 1996; Régie des rentes du Québec, 1996). Le même document prévient toutefois que les économies pour le régime ne seraient sans doute pas aussi importantes compte tenu d'un transfert de dépenses de pensions de retraite vers des bénéfices d'invalidité chez les 65-66 ans. On a préféré adopter plusieurs réformes dont la plus importante aura été d'augmenter rapidement le taux de cotisation et assurer une certaine équité entre les générations.

Au cours des dernières années, avec la hausse prévue de l'âge normal de la retraite dans certains pays de l'OCDE, l'idée de relever cet âge au Canada a refait surface. Par exemple, Hogan et Lise (2003), sans nécessairement prôner une telle politique, démontre qu'une légère hausse de l'âge de la retraite permettrait de garder constante la durée de la retraite compte tenu des gains en espérance de vie. Beaujot et al (2007) voient le relèvement de l'âge normal de la retraite comme une réponse possible à la hausse des coûts du système public de retraite. Dans le même ordre d'idées, Denton et Spencer (2011) montrent l'effet des gains continus de l'espérance de vie sur l'importance relative de la population de retraités dans le futur. L'augmentation progressive et modeste de l'âge d'éligibilité pour les prestations de régimes de retraite publics contribuerait à modérer le déclin inévitable de la taille de la population active par rapport à la taille de la population de retraités, tout en diminuant le taux de cotisation. Hering et Klassen (2010a; 2010b) suggèrent qu'une telle augmentation rendrait effectivement possible une réduction du taux de cotisation nécessaire au maintien de la composante publique du système de revenu de retraite, tout en favorisant l'équité intergénérationnelle. Wolfson (2013) propose également une réforme importante du RPC/RRQ qui ferait en sorte d'augmenter sensiblement le taux de remplacement, tout en augmentant l'âge normal de la retraite compte tenu, entre autres, des gains en espérance de vie.

Sans défendre l'urgence d'une telle mesure pour le Canada, Hicks (2012) présente plusieurs arguments en faveur du relèvement de l'âge normal de la retraite. En plus des justifications habituellement présentées, comme l'effet sur la croissance de la population active et la réduction de la pression sur le système de retraite public, Hicks souligne, à l'instar de Dodge et al (2010) et Maestas et Zissimopoulos (2010), l'effet potentiellement positif du report de la retraite sur la situation financière des futurs retraités. Comme mentionné précédemment, ce dernier argument prend un certain poids suite aux résultats de plusieurs études démontrant que les cohortes plus jeunes sembleraient beaucoup plus susceptibles de subir une baisse significative de leur niveau de vie lors du passage de la vie active à la retraite (Horner, 2009; Mintz et Wilson, 2013 ; Moore et al, 2010; MacDonald et al, 2011; Wolfson, 2013). En fait, au Canada le débat est davantage centré sur la nécessité ou non de relever le taux de remplacement offert par les composantes publiques du système de revenu de retraite que sur la hausse de l'âge normal de la retraite. Hicks (2012) souligne toutefois que ces études, en ne tenant pas compte de la tendance au report de l'âge effectif de la retraite, ont pour effet de surestimer les projections de la proportion des futurs retraités qui risquent de connaître une chute importante de leur niveau de vie en quittant le marché du travail.

Il apparaît indéniable que de relever l'âge ouvrant droit à une pleine pension de retraite aurait pour effet de soulager certains des défis que pose le vieillissement démographique. Au Canada, cet argument

a été mis de l'avant lorsque des modifications prévues à l'âge d'admissibilité à la SV ont été adoptées (Gouvernement du Canada, 2012). Cette solution, qui peut sembler rationnelle à première vue, n'a pas encore été introduite dans le RPC/RRQ. Il faut toutefois noter que, dans le contexte canadien, compte tenu de la viabilité à long terme du RPC, la nécessité (Townson, 2006) et l'urgence (Hicks, 2012) d'une telle mesure ont parfois été remises en question.

Bien que les justifications pour adopter une telle politique soient nombreuses, plusieurs questions ont été soulevées au cours des dernières années sur le lien entre l'augmentation de l'espérance de vie, la hausse de l'âge effectif de la retraite – qu'il soit ou non relié à un relèvement de l'âge normal de la retraite – et les inégalités sociales parmi les personnes âgées. La troisième partie de ce dossier de recherche s'est intéressée à des études qui présentent certains éléments de réponse à ce questionnement. Ce dernier favorise l'introduction d'une perspective intragénérationnelle dans un débat qui laisse souvent toute la place à une perspective intergénérationnelle.

PARTIE III

Espérance de vie différentielle, âge normal de la retraite et inégalités sociales

Il y a une tendance commune dans la presque totalité des pays de l'OCDE : les taux d'activité chez les 55-69 ans connaissent une remontée depuis un certain nombre d'années (Maestas et Zissimopoulos, 2010). Si on peut s'en réjouir compte tenu de la pression moins forte que pose ainsi le vieillissement démographique sur la croissance économique et les coûts du système de revenu de retraite, cette tendance soulève aussi de sérieuses questions. Au cours des dernières années on s'est de plus en plus intéressé à l'effet que pourrait avoir le relèvement de l'âge normal de la retraite sur les inégalités sociales compte tenu, par exemple, de l'évolution différentielle de l'espérance de vie et de l'espérance de vie sans incapacité. Au nom de l'équité intergénérationnelle, relever l'âge normal de la retraite n'aurait-il pas des conséquences particulièrement néfastes sur les inégalités intragénérationnelles et ce, à l'intérieur même des générations pour lesquelles on voudrait assurer une certaine équité? La hausse de l'âge effectif de la retraite, qu'elle soit reliée à une hausse de l'âge normal de la retraite ou non, ne risque-t-elle pas de creuser les inégalités sociales ?

La troisième partie de ce dossier de recherche est divisée en quatre sections. Les deux premières présentent une brève revue de la littérature sur les inégalités face à la mortalité et la morbidité. On s'intéressera particulièrement à quelques études qui ont étudié les inégalités avant et après 65 ans. La troisième section présente des études sur les effets des inégalités d'espérance de vie sur la durée et la qualité de la retraite. Puisque les réformes adoptées pour modifier les systèmes de revenu de retraite ont tendance à accroître le poids de l'épargne privée aux dépens de revenus de sources publiques, la dernière section s'intéresse plus particulièrement à des études sur le lien entre sources de revenu de retraite et inégalités.

Les inégalités face à la mortalité

Les gains sur la mortalité ont été spectaculaires au cours du XXe siècle. Au Canada, l'espérance de vie à la naissance, sexes réunis, est passée de 57 ans en 1921 à 81,3 ans en 2011 (Base de données sur la longévité canadienne). Au tout début de l'adoption du RPC/RRQ en 1966, cette espérance de vie était de 71,9 ans. L'espérance de vie à 65 ans a connu aussi une progression importante, mais celle-ci est beaucoup plus récente. En effet, elle est passée de 13,6 ans en 1921 à 15,2 ans en 1966, soit un gain de moins de deux années. Par contre, entre 1966 et 2011 le gain a été de plus de cinq ans alors que l'espérance de vie à 65 ans atteignait 20,5 ans. Des gains importants qui expliquent en partie le vieillissement de la population. Ils sont aussi une raison évoquée pour relever l'âge normal de la retraite. L'ampleur des gains futurs est source de débat, mais la progression est encore importante et relativement continue (Bourbeau et coll., 2011).

Cette espérance de vie est-elle toutefois relativement identique entre les différents groupes socioéconomiques, et la progression est-elle répartie également? Whitehouse et Zaidi (2008) ont passé en revue une cinquantaine d'études sur le lien entre le statut socioéconomique et la mortalité, pour plusieurs pays et pour différentes périodes. Que le statut socioéconomique soit déterminé par la profession, l'éducation ou le revenu, les résultats de ces études sont unanimes : le statut socioéconomique est un déterminant important de la mortalité différentielle entre individus, l'écart est plus important chez les hommes que chez les femmes, et, fait important, les écarts tendent à s'accroître et non à diminuer. De plus, l'avantage des plus favorisés est apparent avant et après l'âge de la retraite. Les écarts peuvent toutefois varier de façon importante d'un pays à l'autre. Par exemple, l'écart de l'espérance de vie à 30 ans selon le niveau d'éducation en Suède était de 2,9 ans chez les

femmes et de 3,9 ans pour les hommes. En comparaison, ces écarts étaient respectivement de 3,8 ans et de 7,8 ans pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE (OCDE, 2013a).

Tenant d'expliquer les inégalités grandissantes entre groupes socioéconomiques aux États-Unis pour la période 1993-2001, Jemal et coll. (2008) ont conclu qu'elles étaient le résultat de gains sur la mortalité toujours plus importants chez les plus scolarisés, et d'une stagnation, voire même une détérioration, de la mortalité chez les moins scolarisés. Cutler et coll. (2010) ont par ailleurs voulu mieux comprendre les raisons qui expliquaient ces tendances divergentes. Il semblerait que les bienfaits reliés à une meilleure scolarisation aient augmenté au fil des années. Deux raisons sont avancées. D'une part, il serait plus important et plus difficile d'adhérer à un régime prescrit par un professionnel de la santé pour améliorer son espérance de vie, alors que les plus scolarisés ont des taux d'adhérence plus élevés. D'autre part, l'environnement, tant au niveau des caractéristiques des emplois que de l'environnement naturel, se serait amélioré de façon plus importante chez les plus scolarisés.

S'intéressant à la situation dans six pays européens (Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Angleterre et Italie), Mackenbach et coll. (2003) ont analysé cette même problématique. Ils ont d'abord observé que les inégalités relatives par niveau de scolarité et type de professions (manuels et non manuels) se sont accrues dans les six pays au cours de deux périodes récentes, soit 1981-95 et 1991-95. Dans la plupart de ces pays, la chute de la mortalité reliée aux maladies cardiovasculaires a été plus rapide dans le groupe socioéconomique le plus favorisé. Le tabagisme étant plus répandu parmi les hommes de classes socioéconomiques moins élevées, Jha et coll. (2006) ont voulu estimer, au milieu des années 1990, son effet sur les inégalités de mortalité chez les hommes âgés de 35-69 ans en Angleterre, au Pays de Galles, en Pologne, aux États-Unis et au Canada. Dans chacun des pays étudiés, le risque de décès était environ deux fois plus élevé chez les plus défavorisés comparativement aux plus favorisés. Plus de la moitié de ce risque différentiel s'expliquait par le risque de mortalité due au tabagisme.

Plusieurs études canadiennes ont aussi démontré la présence d'une mortalité différentielle en faveur des plus favorisés (James et coll., 2007; Mustard et coll., 1997; Pampalon et Raymond, 2003; Roos et coll., 2004; Wilkins et coll., 2008). Entre autres, en utilisant différentes mesures pour identifier les personnes socioéconomiquement défavorisées (le niveau de scolarité, la profession ou le revenu), l'Étude canadienne de suivi de la mortalité à partir du recensement de 1991 a permis de démontrer que ces dernières présentaient des taux de mortalité plus élevés que les personnes socioéconomiquement favorisées (McIntosh et coll., 2009; Wilkins et coll., 2008). Le Tableau 1 montre que l'espérance de vie à 25 ans augmente avec chaque décile de revenu. La différence d'espérance de vie à 25 ans entre les déciles extrêmes était de 7,4 ans chez les hommes et de 4,5 ans chez les femmes. Il est important de noter que si les études européennes semblent montrer un écart grandissant entre l'espérance de vie des plus favorisés et celle des moins favorisés, ce n'est pas nécessairement le cas au Canada. Dans une étude couvrant la période 1971-1996, James et coll. (2007) concluent que l'écart de mortalité séparant ces deux groupes aurait diminué.

Bien sûr, on peut penser que des espérances de vie différentielles conduiront à des écarts dans la probabilité de survivre jusqu'à l'âge normal de la retraite et dans la durée de vie une fois à la retraite. L'étude de McIntosh et coll. (2009) apporte ici un élément important en estimant la probabilité, pour une personne âgée de 25 ans, d'atteindre l'âge de 75 ans (Tableau 1). Parmi les hommes âgés de 25 ans du décile de revenu le plus pauvre, à peine un sur deux pouvait s'attendre à atteindre l'âge de 75 ans, contre trois sur quatre parmi ceux du décile de revenu le plus élevé. Chez les femmes, ces proportions étaient respectivement de 69,4% et de 84,4%.

Tableau 1 : Espérance de vie restante à 25 ans, pourcentage qu'on s'attendait à voir survivre jusqu'à 75 ans et espérance de vie ajustée pour la santé, selon le décile de revenu et le sexe, population de 25 ans et plus excluant les pensionnaires d'établissements institutionnels, Canada, 1991 à 2001

Décile de revenu	Espérance de vie restante à 25 ans		% qu'on s'attend à voir survivre jusqu'à 75 ans		Espérance de vie ajustée pour la santé	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Décile 1 (le plus faible)	48,6	56,5	51,2	69,4	37,0	42,9
Décile 2	49,5	57,0	53,6	73,1	40,0	45,6
Décile 3	51,1	58,2	58,7	76,6	43,0	48,4
Décile 4	52,1	59,1	61,7	78,9	43,7	49,3
Décile 5	52,9	59,4	64,2	80,1	46,4	49,7
Décile 6	53,2	59,8	65,4	80,8	46,5	51,2
Décile 7	53,8	59,9	67,3	81,7	47,4	50,7
Décile 8	54,4	60,1	69,1	82,0	48,4	51,8
Décile 9	54,8	60,6	70,9	83,4	49,0	52,2
Décile 10 (le plus élevé)	56,0	61,0	74,6	84,4	51,1	52,4
Écart D10 – D1	7,4	4,5	23,3	15,0	14,1	9,5

Source : Étude du suivi de la mortalité selon le recensement, 1991 à 2001, dans McIntosh et coll. (2009).
Tableaux 2 et 4.

Peu d'études canadiennes ont permis d'estimer les écarts d'espérance de vie à 65 ans selon le statut socioéconomique. Il est par contre essentiel de savoir si l'écart observé dans l'espérance de vie à la naissance perdure tout au long du cycle de vie. Une première étude de Wolfson et coll. (1992) a eu recours au fichier administratif du RPC pour estimer la mortalité différentielle chez les hommes entre les âges de 65 et 74 ans sur une période allant jusqu'en 1988. Les données du RPC permettaient d'estimer la moyenne des gains de travail sur une période allant de 10 à 20 ans avant d'atteindre l'âge de 65 ans. Cette étude, basée sur un échantillon de 500 000 individus, a permis de démontrer l'existence d'un gradient significatif de la mortalité en fonction du revenu. Les auteurs concluaient que le système public de pensions de retraite canadien n'était peut-être pas aussi progressif que l'on pourrait le croire. Par ailleurs, une étude de Mustard et coll. (1997) a trouvé que la mortalité était plus faible chez les personnes âgées qui avaient un revenu ou un niveau de scolarité plus élevé. Par contre, cette relation était moins forte que chez les adultes de moins de 65 ans. Aussi, les personnes âgées du quartile de revenu ou d'éducation le plus faible avait une mortalité moins élevée que celle du quartile suivant. Il faut toutefois noter que l'étude ne portait que sur le Manitoba et qu'elle excluait les personnes âgées qui résidaient en institution. Si les moins bien nantis ont une plus grande probabilité de résider dans un tel établissement, les résultats pourraient en être affectés.

Deux études récentes du Bureau de l'Actuaire en chef (BAC) présentent des résultats intéressants, d'autant plus qu'elles concernent les prestataires de la SV. La première (BAC, 2006) compare, en 2001, l'espérance de vie à 65 ans des bénéficiaires de la SV selon leur appartenance à trois groupes distincts. D'une part, les bénéficiaires qui ne recevaient aucune prestation du Supplément de revenu garanti (SRG) et auprès desquelles on récupérerait une partie de leur SV (les mieux nantis). D'autre part, les bénéficiaires de la SV, mais sans SRG et sans récupération. Finalement, les bénéficiaires qui recevaient le SRG, c'est-à-dire, les moins bien nantis de tous les bénéficiaires de la SV. Cette approche permet une estimation des écarts d'espérance de vie à 65 ans entre groupes socioéconomiques. Les résultats montrent que l'avantage des mieux nantis perdure même une fois atteint l'âge de 65 ans (Tableau 2). En effet, chez les hommes, ces espérances de vie étaient respectivement de 19,5 ans, 17,2 ans et 15,0 ans. Un écart de 4,5 années entre les mieux nantis et les moins bien nantis. Chez les femmes, les espérances

de vie de ces trois mêmes groupes étaient respectivement de 22,4 ans, 21,1 ans et 19,0 ans; un écart moins prononcé que chez les hommes, mais tout de même 3,4 années en faveur des mieux nantis.

Tableau 2 : Espérance de vie à 65 ans des bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse selon le type de prestation et le sexe, 2001 et 2007 (en années)

Type de prestation	Hommes		Femmes	
	<u>2001</u>	<u>2007</u>	<u>2001</u>	<u>2007</u>
Total (des prestataires de la SV)	16,6	17,8	20,2	21,0
Pension de base de la SV avec SRG	15,0	16,2	19,0	19,8
Pension de base de la SV sans SRG	17,4	18,6	21,1	21,9
Sans récupération de la pension de base	17,2	---	21,1	---
Avec récupération de la pension de base	19,5	---	22,4	---

Sources : Bureau de l'actuaire en chef, 2006 (Tableau 20), 2012 (Tableau 27)

Alors que cette première étude du BAC fait référence à la table de mortalité de 2001, une deuxième étude (BAC, 2012) présente des résultats pour l'année 2007. On ne peut ici que comparer deux groupes, soit les bénéficiaires de la SV qui ne recevaient pas le SRG et les bénéficiaires qui le recevaient (on regroupe donc ici les deux groupes les mieux nantis de l'étude de 2006). Encore une fois, les résultats montrent un avantage pour les mieux nantis (Tableau 2). Chez les hommes, les espérances de vie sont de 18,6 ans et 16,2 ans, soit un écart de 2,4 années en faveur des mieux nantis; le même écart observé entre ces deux groupes en 2001⁷. Chez les femmes, ces espérances de vie étaient de 21,9 ans et 19,8 ans en faveur des mieux nantis, soit un écart de 2,1 années; écart identique à celui observé en 2001. Cette étude présente aussi les probabilités de survie entre 65 et 80 ans selon le type de bénéficiaire de la SV. Cette probabilité de survie était de 55% (contre 50% en 2001) pour un bénéficiaire de la SV avec SRG, alors qu'elle est de 67% pour les bénéficiaires sans SRG. Chez les femmes, ces probabilités sont respectivement de 70% (autour de 67% en 2001) et 79%. Ces résultats apparaissent comme très pertinents pour alimenter la discussion autour du relèvement de l'âge de la retraite.

Une autre étude canadienne s'est récemment intéressée aux retraités du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la Régie des rentes du Québec (RRQ) (Adam, 2012). On y analyse entre autres la mortalité entre deux groupes socioéconomiques définis par le niveau de leurs prestations du RPC/RRQ pour la période 1992-2007. Le groupe plus favorisé est défini comme celui recevant au moins 95% de la prestation maximum, alors que le second groupe reçoit entre 35% et 94% de cette prestation maximum. Les résultats montrent, d'une part, une mortalité nettement inférieure chez le groupe plus favorisé et, d'autre part, que cet écart a augmenté au cours de la période observée. Bien que ces résultats s'appliquent tant aux hommes qu'aux femmes, les écarts sont plus importants chez les premiers et surtout entre 60 et 75 ans. Si cette tendance devait se poursuivre, le rapport des années de contribution aux années passées à la retraite pour les groupes socioéconomiques plus favorisés diminuerait davantage que pour les groupes socioéconomiques défavorisés. Notons que cette étude arrive à des conclusions tout à fait similaires à celle de Wolfson et coll. (1992) réalisée vingt ans auparavant à partir de la même source de données, mais couvrant une période plus récente.

Les inégalités face à la morbidité

Une espérance de vie qui s'améliore ne se traduit pas nécessairement par des gains similaires en bonne santé. D'ailleurs, Desjardins et Légaré (1984) soulevait cette problématique alors qu'ils proposaient une nouvelle définition du seuil de la vieillesse et de la retraite. Plutôt que d'utiliser 65 ans comme seuil de la

⁷ Donnée non disponible dans le rapport publié en 2006.

vieillesse, ils proposaient, comme Ryder l'avait déjà suggéré auparavant (1975), de définir la vieillesse à partir d'un nombre fixe d'années à vivre. Ce seuil augmenterait donc en fonction des gains en espérance de vie. On pourrait, par exemple, fixer l'âge normal de la retraite à un âge où l'espérance de vie serait égale à 10 ans. À partir d'un tel exemple, cet âge aurait été de 71 ans en 1980 (Desjardins et Légaré, 1984). La prise en compte de la qualité des années à vivre modifie toutefois le seuil de la vieillesse, mais aussi celui de la retraite. L'analyse qu'ils avaient alors effectuée montrait qu'en tenant compte de l'espérance de vie en bonne santé, et qu'en définissant l'âge normal de la retraite comme étant l'âge où cette espérance de vie serait de 10 ans, l'âge de la retraite aurait alors été de 62 ans chez les hommes. Le lien entre espérance de vie et espérance de vie en bonne santé apporte ainsi une nouvelle dimension à la discussion entourant le recul de l'âge de la retraite (Légaré et Desjardins, 1987). Comme le souligne Staubli et Zweimüller (2011), une augmentation de l'âge de la retraite aux âges où les taux d'incapacité sont plus élevés peut même soulever des préoccupations au sujet du transfert des dépenses de l'État des pensions vers des prestations d'invalidité et de chômage. À cette problématique s'ajoute évidemment celle des inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre groupes socioéconomiques. En effet, s'il existe des écarts importants entre les espérances de vie des groupes plus et moins favorisés, on retrouve des disparités au moins aussi frappantes au niveau des espérances de vie en santé.

Au Royaume-Uni l'écart entre l'espérance de vie en santé et l'espérance de vie est d'environ 8 ans pour les hommes et 9 ans pour les femmes (Sinclair et coll, 2014). La proportion des années de vie passée en bonne santé montre toutefois des différences importantes entre les groupes socioéconomiques. Par exemple, les hommes au bas de l'échelle sociale peuvent espérer vivre 87,3% de leur vie en bonne santé et 77,3% sans invalidité, tandis que ceux occupant le haut de l'échelle sociale peuvent espérer vivre 95,6% de leur vie en bonne santé et 87,5% sans invalidité. Chez les femmes, ces proportions sont de 87,2% et de 76,8% pour celles au bas de l'échelle sociale contre 93,7% et 83,8% pour celles qui occupent le haut de l'échelle sociale. Aux États-Unis, Crimmins et Saito (2001) ont montré que de 1970 à 1990 les inégalités face à l'espérance de vie en santé selon le niveau de scolarité étaient plus importantes que les inégalités d'espérance de vie. Plus préoccupant, au cours de la même période on observait une compression de la morbidité chez les plus scolarisés alors que c'est plutôt une expansion de la morbidité qui était observé chez les moins scolarisés. Finalement, une revue de la littérature de Elo (2009) conclue que le plus haut niveau de scolarité atteint est un prédicteur significatif de la mortalité, de l'incapacité et de la santé perçue et ce, en Amérique, en Europe ainsi qu'au Mexique.

Plusieurs études canadiennes se sont intéressées à l'espérance de vie en santé différentielle selon les groupes socioéconomiques. Une première mesure de l'espérance de vie sans incapacité pour le Canada est réalisée par Wilkins et Adams (1983) et on y présente des résultats selon le quintile de revenu. L'écart d'espérance de vie entre les quintiles extrêmes est de 6,3 ans chez les hommes et de 2,8 ans chez les femmes (Tableau 3). S'il s'agit, surtout chez les hommes, d'un écart important, celui observé dans le calcul de l'espérance de vie sans incapacité est beaucoup plus frappant. Cet écart est de 14,3 ans chez les hommes et de 7,6 ans chez les femmes. Les hommes du quintile le plus pauvre risquaient de passer le quart (25,5%) de leur vie avec une incapacité, soit le double des hommes les plus favorisés (12,4%). Chez les femmes, ces proportions étaient respectivement de 21,8% et 15,0%.

À partir de l'Étude du suivi de la mortalité du recensement de 1991, McIntosh et coll (2009) ont aussi analysé l'espérance de vie à 25 ans ajustée pour la santé selon le décile de revenu (voir les deux dernières colonnes du Tableau 1). Cette fois, nous avons donc des résultats pour la fin des années 1990. Avec une mesure de la santé différente de ce qu'avaient utilisé Wilkins et Adams (1983), on arrive à des résultats assez comparables. Alors que les hommes du décile de revenu le plus faible ont une espérance de vie ajustée pour la santé qui ne représente que les trois quarts (76,9%) de leur espérance de vie à 25

ans, les hommes du décile le mieux nanti voient cette proportion atteindre 91,2%. Chez les femmes, ces proportions sont respectivement de 75,9% et 85,9%. Avec une méthodologie différente dans la mesure de la santé et des quintiles de défavorisation, une étude sur la population québécoise de Pampalon et Raymond (2003) montrent des résultats tout à fait comparables à ceux de McIntosh et coll (2009) à la fin des années 1990.

Tableau 3 : Espérance de vie (EV) et espérance de vie sans incapacité (EVSI) à la naissance selon le quintile de revenu et le sexe, Canada, fin des années 1970

Type de prestation	Hommes		Femmes	
	EV	EVSI	EV	EVSI
Quintile 1	67,1	50,0	76,6	59,9
Quintile 2	70,1	57,9	77,6	61,8
Quintile 3	70,9	61,1	78,5	64,3
Quintile 4	72,0	62,6	79,0	63,5
Quintile 5	73,4	64,3	79,4	67,5
Écart Q5 – Q1	6,3	14,3	2,8	7,6

Source : Wilkins et Adams (1983), Tableau 3

Bien qu'il existe de très nombreuses études sur l'état de santé des personnes âgées au Canada ou ailleurs, rares sont celles qui présentent une estimation des espérances de vie en santé selon le statut socioéconomique chez les 65 ans et plus. Toutefois, en utilisant l'éducation comme mesure du statut socioéconomique, Majer et coll (2011) ont démontré, pour dix pays européens, que les personnes les plus scolarisées vivent plus longtemps en bonne santé avant la retraite et peuvent bénéficier d'une retraite plus longue. Les écarts dans l'espérance de vie sans incapacité (EVSI) partielle entre les âges de 50 et 65 ans étaient de 2,1 ans pour les hommes et de 1,9 an pour les femmes, à l'avantage des personnes ayant un plus haut niveau de scolarité. À 65 ans, pour ce qui est de l'espérance de vie, l'écart en faveur de ces dernières était de 3 ans chez les hommes et de 1,9 an chez les femmes, et pour l'EVSI ces écarts étaient respectivement de 4,6 ans et 4,4 ans. Des tendances similaires ont été observées dans les 10 pays européens analysés, même si les inégalités ont tendance à être plus élevées dans les pays du Sud.

En France, des études ont comparé les ouvriers aux cadres pour ce qui est de leur espérance de vie et de leur EVSI avant et après la prise de la retraite (Cambois, Laborde et Robine, 2008 ; Cambois et Robine, 2011 ; Cambois et Barnay, 2010). Les résultats montrent que les ouvriers ont une espérance de vie ainsi qu'une EVSI inférieure à celle des cadres, chez les hommes comme chez les femmes. Pour ce qui est de l'évolution des écarts entre les groupes socioéconomiques, Crimmins et Saito (2001) ont estimé, pour les États-Unis, l'évolution de l'espérance de vie et de l'espérance de vie en santé à 65 ans de 1970 à 1990 selon le plus haut niveau de scolarité atteint et le groupe ethnique, pour les hommes et les femmes. Chez les hommes de race blanche ayant moins de 9 années de scolarité, la proportion des années vécues en bonne santé a chuté de 49,4% à 45,3% entre 1970 et 1990. Chez les plus scolarisés, elle est demeurée stable passant de 62,2% à 62,0%, creusant ainsi l'écart au fil du temps. On assiste au même phénomène chez les femmes de race blanche alors que ces proportions sont passées de 53,7% à 45,7% chez les moins scolarisées, et de 60,9% à 61,1% chez les plus scolarisées.

Retraite involontaire et durée de la retraite : effet des inégalités face à la morbidité et la mortalité

Une espérance de vie moins élevée doublée d'un désavantage marqué dans la proportion d'années vécues en bonne santé, signifie qu'il est beaucoup plus probable pour une personne socioéconomiquement défavorisée d'être forcée à une retraite involontaire pour raison de santé. Stattin

(2005) estimait à environ 6% le nombre d'Européens contraints de prendre une retraite pour raison de santé. Selon les registres de retraite finlandais, chez les hommes, les cols blancs prennent leur retraite en moyenne trois ans plus tard que les ouvriers (Lahelma et al, 2012). On observe sensiblement le même phénomène chez les femmes, mais la différence est moins importante. Ces écarts seraient, en partie, attribuables au risque d'invalidité plus élevé chez les travailleurs manuels. En 2010, pour l'ensemble des nouveaux retraités finlandais, le tiers aurait pris leur retraite pour cause d'invalidité. Ces écarts entre groupes socioéconomiques posent la question de la qualité des années de vie passées à la retraite ou de l'existence même d'une retraite pour certains travailleurs (Cambois et Robine, 2011). Par exemple, les travailleurs manuels ont plus de risques de connaître une retraite courte et en mauvaise santé, ou de ne pas la connaître du tout (Cambois et Barnay, 2010).

Après avoir cité bon nombre de résultats d'études récentes démontrant les écarts d'espérance de vie entre différents groupes socioéconomiques en faveur des plus favorisés, et même dans certains cas la croissance de ces écarts au cours des dernières années, l'OCDE (2014) souligne que ces écarts ont des implications sur le ratio des années passées à contribuer au régime public de retraite et des années passées à la retraite. Ce ratio sera inférieur pour les personnes ayant une plus grande espérance de vie. S'ils prennent leur retraite au même âge, les travailleurs des groupes socioéconomiques plus favorisés recevront des prestations de retraite sur une plus longue période que ceux des groupes socioéconomiques moins favorisés. Des écarts qui risquent de s'accroître si on y ajoute le nombre d'années de contribution aux pensions dans la mesure où les travailleurs des groupes socioéconomiques plus favorisés entrent souvent sur le marché du travail plus tardivement suite à des études prolongées. Ceci implique, qu'à âge effectif de la retraite identique, les travailleurs des groupes socioéconomiques moins favorisés passent plus de temps à contribuer aux pensions. Finalement, ces disparités pourraient encore augmenter dans la mesure où les groupes socioéconomiques plus favorisés connaissent également des améliorations de mortalité plus importantes.

Ces résultats tendent à montrer que pour bénéficier d'une durée de vie à la retraite similaire, les moins bien nantis auraient intérêt à prendre leur retraite plus tôt que les mieux nantis. Il semble que ce soit le cas, du moins en France. Andrieux et Chantel (2013) ont montré que la durée de vie à la retraite n'est pas systématiquement moins longue chez les Français dont le statut socioéconomique est moins élevé. En utilisant les catégories professionnelles comme point de comparaison, les résultats de leur étude montrent que, pour la génération 1942, l'âge à la retraite compense en bonne partie pour une espérance de vie moins longue. Par contre, chez les Françaises, elles ont observé que celles qui avaient une plus grande longévité partent plus tôt à la retraite, accentuant les inégalités en ce qui a trait à la durée de vie passée à la retraite.

À partir du constat d'un avantage significatif en termes d'espérance de vie en faveur des plus favorisés, Whitehouse et Zaidi (2008) se sont intéressés à l'effet d'un relèvement de l'âge normal de la retraite sur le financement du système de retraite public. Les plus défavorisés ayant une espérance de vie moindre, sont-ils pour autant les grands perdants d'une hausse de l'âge normal de la retraite en finançant la retraite des plus favorisés? Selon leur étude, bien que ces derniers soient légèrement moins pénalisés, relever l'âge de la retraite aurait sensiblement le même effet sur la valeur d'une rente viagère quel que soit le groupe socioéconomique.

Privatisation du système de revenu de retraite, genre et inégalités

En général, les réformes visant à alléger la pression du vieillissement sur les finances publiques ont entraîné une tendance à la privatisation des prestations de retraite (Martin et Whitehouse, 2008; Orenstein, 2011). Martin et Whitehouse (2008) ont montré l'effet des réformes apportées aux systèmes

de revenu de retraite dans plusieurs pays de l'OCDE sur le taux de remplacement du revenu lors du passage de la vie active à la retraite pour les futures cohortes de retraités. Il apparaît clairement que ce taux de remplacement diminuera dans l'ensemble de ces pays, ce qui aura pour effet d'accroître l'importance de l'épargne privée, ou du report de l'âge effectif de la retraite, pour minimiser le risque d'une chute importante du niveau de vie une fois à la retraite.

Cette plus grande importance de l'épargne privée ne passe pas nécessairement par un relèvement de l'âge normal de la retraite. Par exemple, plusieurs études canadiennes ont montré l'effet de la valorisation de la Sécurité de la vieillesse (SV) en fonction des prix, et non des salaires, sur le taux de remplacement du système public de retraite au fil des années (Moore et al, 2010; MacDonald et al, 2011 ; Wolfson, 2013). La chute est importante et fera en sorte qu'une proportion de plus en plus élevée du revenu de remplacement lors du passage de la vie active à la retraite devra être assurée par l'épargne privée. Le relèvement progressif de l'âge d'admissibilité à la SV prévue à compter de 2023 risque d'amplifier cet effet. Or, il semble qu'une augmentation de la proportion du revenu de retraite provenant de l'épargne privée conduise à une plus grande inégalité des revenus chez les personnes âgées (Van Vliet, 2012). Ce lien avait d'ailleurs été relevé par Brown et Prus (2004; 2006) en comparant les inégalités de revenu chez les personnes âgées dans plusieurs pays en fonction de l'importance des composantes privées du revenu de retraite. De façon générale, ces composantes constituent une part plus faible du revenu total des ménages dans les pays à faible niveau d'inégalité des revenus. Il faut toutefois noter que le Canada a affiché, du moins dans le passé, des inégalités de revenu chez les 65 ans et plus similaires à certains pays dont la proportion du revenu de retraite provenant de composantes publiques est sensiblement plus élevée (Brown et Prus, 2004). Ajoutons que l'effet d'inégalités croissantes à l'intérieur d'une cohorte n'est pas à négliger. Par exemple, McDaniel et coll. (2013) ont montré que de telles inégalités de revenu ont un effet sur l'état de santé autodéclaré de cette même cohorte.

L'effet de cette privatisation du système de revenu de retraite n'est pas nécessairement neutre selon le genre. Diverses caractéristiques comme l'âge, le niveau d'éducation, le revenu, le type d'emploi, le statut temps plein/partiel, et le fait d'avoir des enfants à charge sont associées au taux de couverture de pensions privées. Dans la mesure où les pensions privées représentent une source de revenu de plus en plus importante une fois à la retraite, plus grande seront les inégalités de revenus entre ceux ayant des antécédents d'emploi intermittents ou faiblement rémunérés et ceux favorisés par leurs conditions de travail (Foster et Smetherham, 2013). On pourrait en conclure que les femmes risquent alors d'être plus vulnérables que les hommes à une tendance vers la privatisation du système de revenu de retraite; système qui aura tendance à reproduire davantage les inégalités entre les sexes qu'on retrouve sur le marché du travail (Vara, 2013). D'ailleurs, le Congrès du travail du Canada (2012) montrait que l'augmentation prévue de l'âge d'admissibilité à la SV au Canada aura un impact plus marquée chez les femmes et les personnes les plus démunies, et que cette mesure augmentera le taux de faible revenu des personnes âgées de 65 et 66 ans de 6% et 17% respectivement (Clavet et al, 2013). La situation des femmes est amplifiée par une espérance de vie plus longue qui serait ainsi davantage affectée par une indexation inadéquate, ou inexistante, de leur revenu de retraite de sources privées (Ginn & MacIntyre, 2013). Aussi, le relèvement de l'âge normal de la retraite amplifie la possibilité de devoir quitter le marché du travail avant d'atteindre l'âge d'admissibilité à la pleine pension en raison de la nécessité de prendre soin des autres, possibilité qui est nettement plus élevée chez les femmes (Guberman et Maheu, 1999; Fast et coll., 2001; Keating et coll., 2012; Keefe and Medjuk, 1997; Proulx, 2014; Sinclair et coll, 2014).

DISCUSSION ET CONCLUSION

Le vieillissement de la population, accéléré par l'arrivée graduelle des baby-boomers parmi les 65 ans et plus et la hausse continue de l'espérance de vie à 65 ans, a pour effet de ralentir la croissance de la main-d'œuvre et de l'économie, et alimente les discussions sur l'équité intergénérationnelle. Plusieurs pays économiquement avancés ont répondu à ce défi en relevant l'âge normal de la retraite ou en adoptant des réformes qui visent essentiellement le report de la retraite et la réduction du poids du régime public de retraite dans l'ensemble du système de revenu de retraite.

La première partie de ce dossier de recherche a montré qu'au Canada certaines tendances, jouent en faveur d'une hausse de l'âge effectif de la retraite, et ce, même dans un contexte où aucune mesure ne serait adoptée visant explicitement le relèvement de l'âge normal de la retraite. Un tel constat est relié, entre autres, au fait que le Canada a déjà en place un système de revenu de retraite qui laisse une place relativement importante à l'épargne privée pour les travailleurs à revenu moyen ou élevé qui voudraient éviter une baisse de niveau de vie importante lors du passage à la retraite (Horner, 2009). Le cycle de vie professionnel et familial, les comportements face à l'épargne et l'endettement, ainsi que les caractéristiques des emplois et du marché du travail deviennent alors des déterminants importants de l'âge effectif de la retraite. Par ailleurs, la santé a toujours joué un rôle important dans la décision de prendre sa retraite. Les conséquences d'un mauvais état de santé seront d'autant plus importantes lorsque le report de la retraite est essentiel au maintien du niveau de vie.

Dans le contexte du vieillissement démographique et de l'allongement de l'espérance de vie, le report de l'âge effectif de la retraite représente une tendance tout à fait positive. Pour certains, reporter sa retraite sera une décision volontaire et l'occasion de poursuivre une activité professionnelle enrichissante dans des conditions favorables. Toutefois, devant la perspective de devoir reporter sa retraite, Turner (2011) identifiait trois groupes de travailleurs vulnérables : ceux dont l'espérance de vie est moins élevée; ceux qui ne sont pas en mesure de travailler à des âges avancés en raison de limitations physiques ou d'un emploi trop demandant physiquement; ceux qui se retrouvent sans emploi avant d'atteindre l'âge d'admissibilité à la retraite et qui ne peuvent trouver un autre emploi. Pour ces travailleurs vulnérables, compter sur quelques années de plus sur le marché du travail pour éviter une perte importante de niveau de vie lors de la retraite peut poser des risques importants, tant au niveau individuel, que familial ou sociétal. Les résultats d'études sur le lien entre le statut socioéconomique et l'espérance de vie et l'espérance de vie en santé sont unanimes. Quel que soit l'indicateur de statut socioéconomique retenu les études montrent une corrélation positive avec ces deux mesures. Les moins favorisés vivent en moyenne moins longtemps et en moins bonne santé que les groupes plus favorisés. Ce sont eux qui seront donc les plus à risque d'être dans l'impossibilité de prolonger suffisamment leur durée de vie en emploi pour atteindre un âge normal de la retraite qui serait éventuellement relevé ou pour simplement éviter une baisse de niveau de vie importante à la retraite.

De plus, un accroissement des écarts d'espérance de vie et de vie en santé aurait pour effet d'amplifier les inégalités sociales. Si les études européennes et américaines montrent, en général, un écart qui se creuse entre l'espérance de vie des personnes plus favorisées et celle des moins favorisées, la situation est plus obscure au Canada. D'une part, l'Étude du suivi de la mortalité du Recensement de 1991 montre que l'écart est important. D'autre part, peu d'études sur l'évolution de ces écarts ont été réalisées au cours des deux dernières décennies. Les études du BAC (2006 et 2012) sur la mortalité semblent indiquer que, chez les 65 ans et plus, l'écart persiste, mais demeure constant en termes d'années. Ces deux études ne couvrent toutefois que la période 2001 à 2007. Par contre, une étude d'Adam (2012) montre que l'écart de mortalité entre 60 ans et 94 ans s'est creusé parmi les prestataires du RPC/RRQ

au cours de la période 1992-2007. Cette tendance était plus forte chez les hommes que chez les femmes. Si les gains futurs en espérance de vie à 65 ans sont plus marqués chez les mieux nantis, repousser l'âge normal de la retraite pourrait aussi augmenter les inégalités en termes d'espérance de vie à la retraite parmi les futures cohortes de retraités. Les générations au nom desquelles la notion d'équité intergénérationnelle aura été défendue risqueraient ainsi d'être celles qui feraient les frais d'une croissance des inégalités sociales une fois à la retraite. Il apparaît essentiel de développer des études afin de monitorer l'évolution de ces mesures selon le statut socioéconomique au cours des prochaines années.

Le système de revenu de retraite canadien est perçu comme l'un des plus efficaces qui soit, tant par sa performance pour contrer la pauvreté chez les personnes âgées, que pour prévenir une chute importante du niveau de vie une fois à la retraite. Le Canada atteint de tels objectifs alors que le coût du système public en pourcentage du produit intérieur brut est l'un des moins élevés des pays de l'OCDE (Australian Center for Financial Studies, 2014; Whitehouse, 2010). Pour la grande majorité de ces pays, les projections des dépenses publiques de retraite en pourcentage du PIB en 2060 montrent, malgré certaines réformes importantes, que celles-ci seront supérieures à ce qui est prévu pour le Canada (OCDE, 2013b). Toutefois, comme on vient de le voir, le Canada n'est pas à l'abri d'une tendance à la croissance des inégalités chez les personnes âgées au cours des prochaines décennies. Ceci est d'autant plus vrai que la partie la plus redistributive du système, soit la Sécurité de la Vieillesse, verra bientôt son âge d'admissibilité augmenter de 65 à 67 ans. En fait, on pourrait croire que si les inégalités socioéconomiques venaient à diminuer dans le futur, ce sera davantage parce que la classe moyenne et les mieux nantis auront connu une baisse importante de niveau de vie une fois à la retraite. On aurait alors une baisse des inégalités au prix d'une baisse significative du niveau de vie d'une partie importante des nouveaux retraités, ainsi qu'au prix d'un écart grandissant entre le niveau de vie des Canadiens en âge de travailler et des retraités.

Le Canada est toutefois dans une position enviable pour entreprendre des réformes de son système de revenu de retraite. Cette position favorable permet de prendre des décisions en fonction d'objectifs à long terme qui se préoccuperaient tant de l'équité intergénérationnelle qu'intragénérationnelle. Des réformes qui devront tenir compte du vieillissement démographique, de son caractère inéluctable et durable, et de la possibilité de voir l'espérance de vie à 65 ans connaître des gains inattendus, tout en réalisant que ces gains risquent d'amplifier les inégalités chez les futurs retraités. Si, dans un contexte de vieillissement démographique, le report de la retraite apporte des bénéfices importants tant à l'individu qu'à la société, il peut aussi avoir comme conséquence d'amplifier les inégalités parmi les personnes âgées, d'autant plus si ce report devient un passage obligé pour éviter la pauvreté ou une baisse importante de niveau de vie. À un débat qui depuis plusieurs années est presque exclusivement centré sur l'équité intergénérationnelle, l'allongement de la vie et le besoin de reporter sa retraite ajoute maintenant un élément important : on doit s'interroger sur les effets potentiels du report de la retraite sur l'équité intragénérationnelle (Esping-Andersen and Myles, 2005). D'ici à peine deux décennies, les conditions de vie de plus du quart de la population canadienne dépendront en bonne partie du succès de notre système de revenu de retraite. Un échec ne serait pas uniquement désastreux pour les personnes âgées ; il le serait aussi pour l'ensemble de la société si ce n'est qu'à cause de leur poids démographique.

Ce dossier de recherche aura aussi permis d'identifier un manque de données important au Canada pour estimer les espérances de vie et les espérances de vie en bonne santé selon le statut

socioéconomique et, surtout, l'évolution de ces estimations. Cette lacune⁸ est d'autant plus importante lorsque la population étudiée se limite aux personnes âgées de 65 ans et plus. Dans certains cas, les études exclues les personnes en institution, ce qui est particulièrement problématique lorsque l'on s'intéresse aux personnes âgées (Légaré). L'utilisation de données administratives telles que celles du RPC/RRQ et de la SV apparaît essentielle pour répondre à plusieurs questions qui, de toutes façons, concernent plus particulièrement ces deux programmes qui ont un impact déterminant sur le bien-être des personnes âgées.

⁸ Possiblement que les données de l'Enquête canadienne sur les incapacités de 2012 permettrait une estimation récente de ces espérances de vie différentielles.

RÉFÉRENCES

- Adam, L. (2012). *The Canadian Pensioners Mortality Table Historical Trends in Mortality Improvement and a Proposed Projection Model Based on CPP/QPP Data as at December 31, 2007*, Université Laval, QC, Canada.
- Andrieux, V. et C. Chantel (2013). « Espérance de vie, durée passée à la retraite », Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Dossiers Solidarité et Santé*, no 40, 34p.
- Australian Center for Financial Studies (2014). *Melbourne Mercer Global Pension Index Report*. 78p.
- Barnay, T. et T. Debrand (2006). La participation à l'emploi des seniors : l'importance de la santé. *Actes des colloques de l'AIDELF*, pp. 579-590. <http://www.erudit.org/livre/aidelf/2006/001434co.pdf>.
- Base de données sur la longévité canadienne, <http://www.bdlc.umontreal.ca/BDLC/index.htm>
- Battams N., N. Spinks et R. Sauvé (2014). *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2013-2014*. L'Institut Vanier de la famille (juin 2014).
- Beaujot, R. (2004). « Retardement des transitions de la vie : Tendances et conséquences ». *Tendances contemporaines de la famille*. Ottawa, L'Institut Vanier de la Famille : 53p.
- Beaujot, R., K. McQuillan et Z. Ravanera (2007). "Population change in Canada to 2017 and beyond: the challenges of policy adaptation". *Horizons*, 9 (4): 3-12.
- Bélanger, A., Y. Carrière et P. Sabourin (2015). *Canadian National Report*, Joint Programming Initiative "More Years, Better Lives - The Challenges and Opportunities of Demographic Change".
- Blau, D.M. and R. M. Goodstein (2010). Can Social Security Explain Trends in Labor Force Participation of Older Men in the United States? *Journal of Human Resources*, 45 (2): 329-363
- Bourbeau, R., J. Légaré et M. Ouellette (2011). *Revue de la littérature sur l'évolution future de l'espérance de vie et de l'espérance de vie en santé*. SEDAP Research Paper no. 289, 101p.
- Brown, R.L. et S.G. Prus (2004). « Social Transfers and Income Inequality In Old Age", *North American Actuarial Journal*, 8(4): 30-36.
- Brown R.L. and S. G. Prus (2006). "Income inequality over the later-life course : a comparative analysis of seven OECD countries", *Annals of actuarial science*, published by the Institute of Actuaries and the Faculty of Actuaries 1(2): 307-317.
- Bureau de l'Actuaire en chef (BAC) (2006). *Étude actuarielle no 5 : Programme de la Sécurité de la vieillesse – Résultats de la mortalité*. Bureau de l'Actuaire en chef. Bureau du surintendant des institutions financières Canada, février 2006, 65p.
- Bureau de l'Actuaire en chef (BAC) (2012). *Étude actuarielle no 11 : Programme de la Sécurité de la vieillesse – Résultats de la mortalité*. Bureau de l'Actuaire en chef. Bureau du surintendant des institutions financières Canada, juillet 2012, 96p.

- Burleton, D. et D. Petramala (2011). « L'endettement des ménages canadiens prend de l'âge ». *Commentaire Service économique TD*, 4p.
- Cambois et Barnay (2010). « Espérances de vie, espérances de vie en santé et âges de départ à la retraite: des inégalités selon la profession en France », *Retraite et Société*, 59 :194-205.
- Cambois, E., C. Laborde et J-M Robine (2008). « La double peine des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population et Sociétés*, Bulletin d'information 441, 4p.
- Cambois, E. et J.-M. Robine (2011). « Pour qui la retraite sonnera ? Les inégalités d'espérance de vie en bonne santé avant et après 65 ans », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'Institut national de veille sanitaire*, n° 8-9, mars 2011, pp82-86.
- CANSIM, Tableau 051-0001. Population selon le sexe et le groupe d'âge, par province et territoire. Statistique Canada.
- CANSIM, Tableau 280-0020. Régimes de pension agréés (RPA), adhérents et valeur marchande de l'actif, selon la méthode de calcul des cotisations de l'employeur, le secteur, le genre de régime et l'état contributif du régime. Statistique Canada.
- CANSIM, Tableau 282-0002. Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé. Statistique Canada.
- Carrière, Y. et J. Légaré (soumis pour publication). « Vivre et travailler plus longtemps : une nouvelle réalité ».
- Carrière, Y. et D. Galarneau (2011). "Reporter sa retraite : une tendance récente ?", *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, catalogue no. 75-001, hiver 2011, 3-18.
- Carrière, Y et S. Pesme (2012). *Évolution des caractéristiques des baby-boomers : Participation au marché du travail, revenu et passage à la retraite*. Entretiens Jacques Cartier (colloque sur la démographie). Lyon (France), novembre 2012.
- Carrière, Y., L. Martel, J. Légaré et J.-F. Picard (2014). *La contribution de l'immigration à la taille et à la diversité ethnoculturelle des futures cohortes de personnes âgées au Canada*, 18e Colloque international de l'AIDELF, Bari, Italie, 26-29 mai 2014.
- Chen, X., M. Fougère et B. Rainville (2012). Financial Factors and Labour Market Transitions of Older Workers in Canada. *International Journal of Population Research*, 2012.
- Chomik, R. et E. Whitehouse. 2010. «Trends in pension eligibility ages and life expectancy, 1950-2050». *OECD Social, Employment and Migration Working Paper*, OECD. 27p.
- Clavet, N.-J., J.-Y. Duclos, B. Fortin et S. Marchand (2014). *Reforming Old Age Security : Effects and Alternatives*. Cahier de recherche/Working paper, Chaire de recherche Industrielle Alliance sur les enjeux économiques des changements démographiques, 14-10, décembre 2014, 18 p.
- Clavet, N.-J., J.-Y. Duclos, B. Fortin, S. Marchand et P.-C. Michaud (2013). *Les dépenses en santé du gouvernement du Québec, 2013-2030: projections et déterminants*, Série scientifique, CIRANO, 12p.

Congrès du travail du Canada (2012). *Répercussions de la hausse de l'âge d'admissibilité à la sécurité de la vieillesse*. <http://www.congresdutravail.ca/sites/default/files/implications-raising-age-of-eligibility-2012-01-31-fr.pdf>, 11p.

Cooke, M. (2006). "Policy Changes and the Labour Force Participation of Older OWrkers: Evidence from Six Countries." *Canadian Journal of Aging*, 25(4): 387-400.

Crimmins, E.M. and Y. Saito (2001). Trends in healthy life expectancy in the United States, 1970–1990: gender, racial, and educational differences. *Social Science & Medicine*, 52(11):1629-1641.

Cutler, D.M., Lange, F., Meara, E., Richard, S., and Ruhm, C.J. (2010). *Explaining the Rise in Educational Gradients in Mortality*. NBER Working Paper No. 15678. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Available: <http://www.nber.org/papers/w15678> [accessed January 7, 2011].

Denton, F.T., C.H. Feaver et B.G. Spencer. 2009. *Cohort Working Life Tables for Older Canadians*, SEDAP, Research Paper n° 247, Social and Economic Dimensions of an Aging Population, Hamilton, McMaster University, 69 p.

Denton, F. and B. Spencer (2011). "Age of Pension Eligibility, Gains in Life Expectancy, and Social Policy." *Canadian Public Policy*, 37(2): 183-199.

Desjardins, B. et J. Légaré (1984). « Le seuil de la vieillesse; quelques réflexions de démographes », *Sociologie et sociétés*, vol. 16 (2), pp. 37-48.

Dodge, D.A., A. Laurin and C. Busby (2010). *The Piggy Bank Index: Matching Canadians' Saving Rates to Their Retirement Dreams*. Pension Papers, C.D. Howe Institute, 10p.

Elo, I.T. (2009). Social class differentials in health and mortality: Patterns and explanations in comparative perspective. *Annual Review of Sociology*, 35, 553–572.

Esping-Andersen, G. and J. Myles (2005). *Sustainable and equitable retirement in a life course perspective*. DemoSoc Working Paper no. 2005-03, 20p.

Fast, J., J. Eales and N. Keating (2001). *Economic Impact of Health, Income Security and Labour Policies on Informal Caregivers of Frail Seniors*, Status of Women Canada, 79p.

Federal, Provincial and Territorial Governments of Canada (1996). *An Information Paper for Consultations on the Canada Pension Plan*. 62p.

Foster, L. and J. Smetherham. (2013). "Gender and Pensions: An Analysis of Factors Affecting Women's Private Pension Scheme Membership in the United Kingdom." *Journal of Aging & Social Policy* 25(3): 197-217.

Ginn, J. and K. MacIntyre. (2013). "UK Pension Reforms: Is Gender Still an Issue?". *Social Policy and Society*, 12, 91-103.

Godbout, L., S. St-Cerny, M. Arseneau, N. H. Dao et P. Fortin (2014). *La soutenabilité budgétaire des finances publiques du gouvernement du Québec*. Document de travail 2014/01, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, 66p.

- Gomez, R. et M. Gunderson (2011). « For Whom the Retirement Bell Tolls: Accounting for Changes in the Expected Age of Retirement and the Incidence of Mandatory Retirement in Canada.” *Canadian Public Policy*, 37(4), 513-539.
- Gougeon, P. (2009). « Les pensions en transition », *L’emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, catalogue no. 75-001, 10(5), 17-25.
- Gouvernement du Canada (2012). *Emplois, croissance et prospérité à long terme: Le plan d’action économique de 2012. Le budget en bref*. <http://www.budget.gc.ca/2012/rd-dc/brief-bref-2012-fra.pdf>.
- Guberman, N. et P. Maheu (1999). « Combining Employment and Caregiving: An Intricate Juggling Act”, *Canadian Journal on Aging / La Revue canadienne du vieillissement*, 18(1) : 84-106.
- Hering, M. et T.R. Klassen (2010a). *Strengthening Fairness and Funding in the Canada Pension Plan: Is Raising the Retirement Age an Option?* Social and Economic Dimensions of an Aging Population Research Papers 263, McMaster University, 61p.
- Hering M. and T. R. Klassen (2010b). *Is 70 the new 65? Raising the eligibility age in the Canada Pension Plan*, Mowat Centre for Policy Innovation, 20 p.
- Hicks, P. 2012. «Later retirement: the Win-Win solution». Commentary no. 345, C.D. Howe Institute, 23p.
- Hogan, S. et J. Lise (2003). «Espérance de vie, espérance de vie en santé et cycle de vie». *Horizons*, 6, 2: 17-20.
- Horner, K. (2009). *Retirement Saving by Canadian Households*. Report for the Research Working Group on Retirement Income Adequacy. <http://www.fin.gc.ca/activty/pubs/pension/ref-bib/horner-eng.asp>
- James, P.D., R. Wilkins, A.A. Detsky, P. Tugwell et D.G. Manuel (2007). “Avoidable mortality by neighbourhood income in Canada: 25 years after the establishment of universal health insurance”. *Journal of Epidemiol Community Health*, 61:287-296.
- Jemal, A., Ward, E., Anderson, R.N., Murray, T., and Thun, M.J. (2008). “Widening of socioeconomic inequalities in U.S., death rates, 1993–2001”. *PLoS ONE*, 3(5), e2181.
- Jha, P., Peto, R., Zatonski, W., Boreham, J., Jarvis, M.J., et A.D. Lopez. 2006. « Social inequalities in male mortality, and in male mortality from smoking: Indirect estimation from national death rates in England and Wales, Poland, and North America. », *Lancet*, 368, 9533 : 367–370.
- Keating, N., D. Lero, J. Fast, S. Lucas and J. Eales (2012). *A framework and literature review on the economic costs of care*, Center for Families, Work and Well-Being, Research on Aging, Policies and Practice, 107p. The Contribution of Long Term Economic Costs to
- Keefe, J.M. and S. Medjuk (1997). “The Contribution of Long Term Economic Costs to Predicting Strain Among Employed Women Caregivers”, *Journal of Women & Aging*, 9(3): 3-25.
- Kollmann, G. (2002). *Social Security : raising the retirement age. Background and Issues*. CRS Report for Congress, Congressional Research Service : 6p.

- Lahelma, E., H. Uusitalo et P. Martikainen (2012). « Longer work careers through tackling socioeconomic inequalities in disability retirement », *European Journal of Public Health*, 22(3):299–300.
- LaRochelle-Côté, S., G. Picot et J. Myles (2010). « Remplacement du revenu pendant la retraite », *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, catalogue no 75-001, août 2010, pp. 5-13.
- LaRochelle-Côté, S., J. Myles et G. Picot (2008). « Sécurité et stabilité du revenu à la retraite au Canada », Statistique Canada, catalogue no 11F0019, no 306, 62 p.
- Le Bourdais, C. et É. Lapierre-Adamcyk (2004). Changes in conjugal life in Canada: Is cohabitation progressively replacing marriage? *Journal of Marriage and Family*, 66 (4) : 929–942.
- Lefebvre, P., P. Merrigan et P.-C. Michaud (2011). *The Recent Evolution of Retirement Patterns in Canada*, McMaster University, Social and Economic Dimensions of an Aging Population Research Papers. 50p.
- Légaré, J. et B. Desjardins (1987). « Pour une remise en question de l'universalité de l'âge normal de la retraite », *European Journal of Population/Revue Européenne de Démographie*, 3 :123-129.
- Leibfritz, W. (2002). « Retiring later makes sense », *Observer*, No. 234 October 2002, pp.36-38.
- Lestheaghe, R. (1995). "La deuxième transition démographique dans les pays occidentaux: une interprétation", in *Transitions démographiques et société. Chaire Quetelet, 1992*, Académia/ Harmattan, 133-180.
- Lindsay, C. et M. Almey (2006). « Travail rémunéré et non rémunéré », *Femmes au Canada : Rapport statistique fondé sur le sexe*, cinquième édition, Ministre de l'Industrie, catalogue no. 89-503, pp. 107-140.
- MacDonald, B-J., Moore, K., Chen, H., and R. Brown. 2011. "Canadian National Retirement Risk Index: Employing Statistics Canada's LifePaths to Measure the Financial Security of Future Canadian Seniors." *Journal of Canadian Public Policy* 37(1): 73-94.
- Mackenbach, J.P., Bos, V., Andersen, O., Cardano, M., Costa, G., Harding, S., Reid, A., Hemström, Ö., Valkonen, T., and Kunst, A.E. (2003). Widening socioeconomic inequalities in mortality in six Western European countries. *International Journal of Epidemiology*, 32(5), 830–837.
- Maestas, N et J. Zissimopoulos (2010). « How longer work lives ease the crunch of population aging ». *Journal of Economic Perspectives*, 24(1): 139-160.
- Marier, P. (2013). "Sweden's pension system: still a social model? The Swedish pension reform and its aftermath." *Inroads: A Journal of Opinion*, 33 (Summer-Fall 2013) pp.54-59.
- Majer, I. M., et al. (2011). "Socioeconomic inequalities in life and health expectancies around official retirement age in 10 Western-European countries." *J. Epidemiol. Community Health* 65(11): 972-979.
- Martin J. P. et E. Whitehouse (2008). *Reforming retirement-income systems: Lessons from the recent experiences of OECD countries*. OECD Social, Employment and Migration Working Paper, 66: 27p.

- McDaniel, S., A. Gazso, H. McCague et R. Barnhart (2013). « Les disparités en matière de santé au fil du vieillissement: une comparaison du parcours de vie des premiers baby-boomers et des pré-baby-boomers au Canada ». *Sociologie et Societies*, XLV(1): 43-65.
- McIntosh, C.N., P. Finès, R. Wilkins et M.C. Wolfson (2009). "Disparités selon le revenu dans l'espérance de vie ajustée sur la santé chez les adultes au Canada, 1991 à 2001". *Rapports sur la santé*, Statistique Canada, no. 82-003-X, 20(4): 59-70.
- Milan, A. (2000). "Les familles: 100 ans de continuité et de changement", *Tendances sociale canadiennes*, Statistique Canada, Catalogue no. 11-008, 13 p.
- Mintz, J. et Wilson, T. (2013). *Reform proposals for replenishing retirement savings*. SPP Research Papers 6 :9, University of Calgary School of Public Policy.
- Moore, K. D., W. Robson et A. Laurin (2010). *Canada's Looming Retirement Challenge: Will Future Retirees Be Able to Maintain Their Living Standards upon Retirement?* Pension papers, no. 317, December 2010, Toronto, C.D. Howe Institute, 25 p.
- Mustard, C.A., S. Derksen, J.M. Berthelot, M. Wolfson et L. Roos (1997). "Age-specific Education And Income Gradients In Morbidity And Mortality In A Canadian Province.", *Social Science Medecine*. 45(3): 383-397.
- Myles, J. (2000). "The Maturation of Canada's Retirement Income System: Income Levels, Income Inequality and Low Income Among Older Persons", *Canadian Journal of Aging/La revue canadienne du vieillissement*, Volume 19, No. 03, Fall 2000, pp 287-316.
- Nault, F. (1990). « Vieillissement et scolarisation de la population québécoise ». *Cahiers québécois de démographie*, 19, 2 : 309p.
- Orenstein, M.A. (2011). "Pension privatization in crisis: Death or rebirth of a global policy trend?", *International Social Security Review*, 64(3):65-80.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (1988). *La réforme des régimes publics de pensions*. Paris.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013a). *Health at a Glance 2013: OECD Indicators*, OECD Publishing.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2013b). Projections de dépenses publiques de retraite, 2010-60, in *Panorama des pensions 2013*, OECD Publishing, Paris.
DOI: http://dx.doi.org/10.1787/pension_glance-2013-table91-fr
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2014). *OECD Pensions Outlook 2014*, OECD Publishing, 205p.
- Osberg, L. (2001). "Poverty among Senior Citizens: A Canadian Success Story", in Patrick Grady & Andrew Sharpe (ed.) *The State of Economics in Canada: Festschrift in Honour of David Slater*, Centre for the Study of Living Standards, pages 151-181, 2001.

Pampalon R. et G. Raymond (2003). Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être. In: *Santé, Société et Solidarité*, n°1, 2003. Pauvreté et exclusion. pp. 191-208.

Park, J. 2010. « Facteurs de santé et retraite anticipée chez les travailleurs âgés ». *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, catalogue no. 75-001, 11, 6 : 5-14.

Proulx, C. (2014). *Juggling Spheres of Life: The Provision of Unpaid Care over the Life Course and Its Impact on Men's and Women's Employment Trajectories*. Thesis submitted to McGill University in partial fulfillment of the requirements of the degree of Doctor of Philosophy, October 20th, 2014.

Ravanera, Z.R., R. Fernando, T.K. Burch et C. Le Bourdais (2002). « The Early Life Courses of Canadian Men: Analysis of Timing and Sequences of Events ». *Canadian Studies in Population*, 29(2), pp. 293-312.

Regan, C. (2012). *Canada's Looming Fiscal Squeeze Updated*. A Macdonald-Laurier Institute Publication, 35p.

Régie des rentes du Québec (1996). *Pour vous et vos enfants: garantir l'avenir du régime de rentes du Québec*. Document de consultation, Une réforme du Régime des rentes du Québec, 50p.

Robinson, P. 2005. "Working later. Raising the effective age of retirement". In *Working later. Raising the effective age of retirement*, P. Robinson, T. Gosling and M. Lewis, Institute for Public Policy Research, pp. 1-30.

Roos L.L., J. Magoon, S. Gupta, D. Chateau et .P.J. Veugelers (2004). « Socioeconomic determinants of mortality in two Canadian provinces: Multilevel modelling and neighborhood context », *Social Science and Medicine* 59: 1435-1447.

Ryder, N. (1975). "Notes on Stationary Populations", *Population Index*, 41(1):3-38.

Schellenberg, G. et Y. Ostrovsky (2008). « Rapport de l'Enquête sociale générale de 2007. Planification de retraite et attentes des travailleurs plus âgés ». *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada, catalogue no. 11-008, 86 : 11-35.

Schirle T. (2008). « Why have the labor force participation rates of older men increased since the mid-1990s? ». *Journal of Labor Economics*, 26, 4: 549-594.

Schirle, T. (2010). "Health, pensions, and the retirement decision: Evidence from Canada", *Canadian Journal on Aging*, 29(4), 519-527.

Sinclair, D., K. Moore and B. Franklin (2014). *Linking state pension age to longevity, tackling the fairness challenge*. ILC-UK report.

Singh, G. et A. Verma (2003). « Work history and later-life labor force participation: evidence from a large telecommunications firm », *Industrial & Labor Relations Review*, 56(4), pp. 699-715.

Statistique Canada (2010). *Population Projections for Canada, Provinces and Territories, 2009 to 2036*. Catalogue no. 91-520, 248p.

Stattin, M. (2005). "Retirement on grounds of ill health", *Occupational and Environmental Medicine*, 62:135-140.

- Staubli, S. et J. Zweimüller. 2011. « Does Raising the Retirement Age Increase Employment of Older Workers? », The Institute for the Study of Labor, Discussion paper No. 5863.
- Stupar, D. (2013). *Norwegian consumer's ability to make optimal financial decisions and save for retirement: a behavioural economic perspective*. Norwegian University of Life Sciences. UMB School of Economics and Business Master Thesis: 82p.
- Thode, E. (2003). "Securing pensions for the next fifty years - achievements of recent reforms in selected countries : pension reforms in Europe." CESifo DICE report : *Journal for Institutional Comparisons*, 1(1): 3-10.
- Townson, M. 2006. *Growing older, working longer: the new face of retirement*. Canadian Centre for Policy Alternatives, 254p.
- Turner, J. A. (2011). Longevity policy : facing up to longevity issues affecting social security, pensions, and older workers. Kalamazoo, Michigan, W.E. Upjohn Institute for Employment Research.
- United Nations (2013). *World Population Prospects: The 2012 Revision*. Department of Economic and Social Affairs, Population Division.
- Uppal, S. (2010). "Labour market activity among seniors", *Perspectives on Labour and Income*, Statistics Canada, catalogue no. 75-001, 11(7): 18p.
- Vallin, J. (2002). "The end of the demographic transition: Relief or concern?", *Population and Development Review*, vol. 28, no. 1 (March, 2002), pp. 105-120.
- Van Vliet, O., et al. (2012). "Pension reform and income inequality among older people in 15 European countries." *International Journal of Social Welfare*, 21: S8-S29.
- Vara, M. J. (2013). "Gender Inequality in the Spanish Public Pension System." *Feminist Economics* 19(4): 136-159.
- Wilkins, R. and O. Adams (1983). Health Expectancy in Canada, Late 1970s: Demographic, Regional, and Social Dimensions", *American Journal of Public Health*, 73(9):1073-1080.
- Wilkins, R., M. Tjepkema, C. Mustard et R. Choinière (2008). « Étude canadienne de suivi de la mortalité selon le recensement, 1991 à 2001 », Rapports sur la santé, Statistique Canada, catalogue 82-003, vol.19, no 3, pp. 27-48.
- Whitehouse, E.R. (2010). *Canada's retirement-income provision: An international perspective*, Department of Finance, Canada. <http://www.fin.gc.ca/activty/pubs/pension/ref-bib/whitehouse-eng.asp>.
- Whitehouse, E. R. and A. Zaidi (2008), "Socio-Economic Differences in Mortality: Implications for Pensions Policy", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 71, OECD Publishing.
- Wolfson, M. (2013). *Not-So-Modest Options for Expanding the CPP/QPP*. Institute for Research on Public Policy, IRPP Study 41, 25 p.

Wolfson, M., G. Rowe, J.F. Gentleman et M. Tomiak (1992). *Revenus de carrière et décès : Une analyse longitudinale de la population âgée masculine du Canada*. Direction des études analytiques, Document de recherche no. 46, Statistique Canada, 47p.